ÉDITÉ PAR LUTTE OUVRIÈRE

ISSN 0458-5143

N° 259 – NOVEMBRE 2026 – 3 €

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

AP/TEREZA SUAREZ

De la révolte de la jeunesse à la crise politique

- **Des “socialistes” à la rescousse du Parti démocrate**
- **La domination des “majors” du pétrole**
- **L’IA aux mains du capital**
- **Catastrophes climatiques**
- **Friedrich Engels, *Textes politiques 1883-1895***

À Paris, le 6 octobre 2026.

Au sommaire de ce numéro

De la révolte de la jeunesse à la crise politique	1
États-Unis : des "socialistes" à la rescousse du Parti démocrate déconsidéré	6
Pétrole : l'économie sous la coupe de quelques "majors"	11
L'intelligence artificielle aux mains du capital	18
Catastrophes climatiques : le produit d'une organisation économique aberrante	24
Friedrich Engels, *Textes politiques 1883-1895*	27

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :
Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020
IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087
BIC PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière *BP 2 029 — 9 501 PANTIN CEDEX*

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
http://www.lutte-ouvriere.org
Site multilingue de l'Union communiste internationaliste
http://www.union-communiste.org
E-mail :
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Lutte de classe – c/o Lutte ouvrière – BP 2 029 – 9 501 PANTIN CEDEX • Édité par Éditions d'Avron, 6, rue Florian, 9 500 Pantin. SARL au capital de 7622,45 € – Durée : 99 ans à partir du 1er janvier 2020. Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Impression : IMS — 9 500 Pantin. Commission paritaire des publications n° 1226 D 1 453. Tirage : 4 300 exemplaires.

De la révolte de la jeunesse à la crise politique

Samedi 17 octobre, les manifestations ont rassemblé dans toute la France 550 000 personnes selon la police, un chiffre inédit depuis plusieurs années. Lycéens et étudiants mobilisés contre la dégradation des lycées et des universités, travailleurs paupérisés par la vie chère et les prix des carburants se sont retrouvés dans une même colère contre le gouvernement.

Surpris par un tel succès et incapable d'apporter la moindre réponse aux revendications formulées, celui-ci fait tout pour discréditer les manifestants en les assimilant à des casseurs et des voleurs. Il utilise l'émotion suscitée par les affrontements avec la police, les pillages de magasins et les atteintes à des bâtiments publics survenus le 17 octobre pour mener une campagne réactionnaire. Dimanche 18, Macron s'est adressé à la population en tentant d'incarner le parti de l'ordre. Le Premier ministre Lecornu a pour sa part expliqué qu'il fallait « choisir son camp », entre celui « des forces de l'ordre » et celui « des casseurs ». En quelques jours, quelque 2 700 personnes ont été interpellées et placées en garde à vue, et des dizaines d'entre elles ont été incarcérées. Dans les procès qui se sont tenus à partir du 19, les juges, à la suite des instructions du ministère, ont eu la main lourde, les procureurs requérant de la prison contre des personnes accusées d'avoir volé trois jeans.

Droite et extrême droite font pour leur part le procès en laxisme du gouvernement. Celui-ci tente d'y répondre en multipliant des mesures autoritaires, telles que les couvre-feux dans les quartiers de plusieurs grandes villes et le renforcement du déploiement des forces de l'ordre. Jeudi 22 octobre, fustigeant des actes *« politiques et séditieux, conduits par des groupes d'ultragauche, visant à faire tomber la République »,* Macron a annoncé que seules les manifestations organisées par les syndicats seraient autorisées, mais interdites dans les centres-villes. Dans la foulée, plusieurs préfets ont interdit toutes les manifestations pour samedi 24 octobre, notamment à Lyon, Lille, Toulon, Nice…

Les prochaines semaines diront si ce tour de vis suffit à dissuader une partie des manifestants ou si, comme nous l'espérons, ceux-ci ne se laisseront pas intimider et poursuivront et approfondiront la mobilisation. Pour permettre à la contestation de l'emporter et pour donner une issue favorable à la crise politique l'entrée en scène de la classe des travailleurs, mobilisés à partir de leurs lieux de travail par la grève, serait décisive.

Il faut revenir sur le mouvement lycéen, engagé depuis maintenant plusieurs semaines, qui a été le déclencheur de cette crise politique.

UN MOUVEMENT D'EMBLÉE CONFRONTÉ À LA RÉPRESSION

Surgi sans prévenir, le mouvement lycéen s'est invité dans la situation intérieure française. C'est un mouvement large qui, après s'être développé d'un lycée à l'autre à bas bruit, sans relais médiatique, a éclaté au grand jour mardi 6 octobre par

SUD-OUEST

Devant un lycée de Marmande, dans le Lot-et-Garonne, le 2 octobre.

REUTERS/NACHO DOCE

Devant le lycée Déodat de Séverac, à Toulouse, le 2 octobre.

une démonstration de force dans toute la France et les territoires d'outremer qui a fait descendre dans la rue plusieurs centaines de milliers de manifestants, très majoritairement lycéens.

Les raisons du mouvement se trouvent d'abord dans l'état lamentable du système éducatif français, conséquence de décennies d'attaques contre le service public de l'enseignement. Les économies budgétaires incessantes ont fini par déclencher cette explosion de colère. Mais elle aurait pu se produire bien avant, tant la situation s'est dégradée depuis longtemps.

Les locaux de bien des établissements scolaires sont vétustes. Des préfabriqués installés « provisoirement » il y a 20 ans sont toujours en place aujourd'hui. Le nombre d'enseignants a tellement diminué que les absences de professeurs ne sont quasiment plus remplacées. Désormais, la règle officielle est qu'un enseignant absent pour maladie pour une durée de 15 jours ou moins n'est pas remplacé. Et si sa maladie se prolonge encore de 15 jours ou moins, l'administration ne cherche toujours pas de remplaçant. Bien souvent dans les lycées des quartiers et villes populaires, la réalité est bien pire. Des élèves n'ont parfois pas de professeur dans une, voire plusieurs matières, pendant des mois. De plus, dans les cursus scolaires, l'Éducation nationale a développé à outrance les stages en entreprises sans se soucier le moins du monde des difficultés que des jeunes peuvent avoir pour en trouver, car cela est à leur charge. La plupart de ces stages sont non rémunérés. À bon droit, les lycéens peuvent penser que l'État les maltraite.

Fin septembre, le mouvement est parti de lycées de la banlieue parisienne, de jeunes qui dénonçaient l'état de délabrement de leur établissement. En réponse aux premières mobilisations, le pouvoir a répondu par la répression. Il a envoyé la police et des compagnies de CRS qui ont usé de la manière forte : bousculades, jets de grenades de désencerclement, gaz lacrymogènes, matraquages et arrestations. Comme les premiers à s'être mobilisés étaient les lycéens des quartiers populaires, de lycées professionnels ou généraux, la police s'est sentie les coudées franches.

Des avocats qui se sont portés en aide aux lycéens arrêtés par la police ont recensé près de 5 000 lycéens placés en garde à vue en à peine plus d'une semaine de mobilisation. Plus des deux tiers de ces jeunes ont été relâchés quelques heures après, preuve que la police n'avait absolument rien à leur reprocher. Pour comparaison, lors des mois pendant lesquels s'est déroulé l'ensemble du mouvement des gilets jaunes de fin 2018 à début 2019, mouvement durant lequel la police n'est pas réputée avoir été tendre envers les manifestants, 10 000 personnes avaient été placées en garde à vue. Ainsi, selon ce baromètre de la répression, le mouvement lycéen, avant même sa première grande manifestation du 6 octobre, faisait déjà en termes d'interpellations la moitié du « score » du mouvement des gilets jaunes.

La politique répressive ne s'en est pas tenue là. Des vidéos ont circulé sur les brutalités de la police. On a pu voir un policier plonger la tête d'un lycéen de 17 ans dans une rivière, un autre étrangler une adolescente de 14 ans, ou des policiers foncer en 4x4 sur une mini barricade de lycéens qui ont dû se jeter sur le bas-côté pour ne pas être renversés. Plusieurs jeunes ont été blessés grièvement : au moins deux ont été éborgnés, un jeune a eu la mâchoire défoncée, un autre a perdu une main, etc. Le gouvernement a aussi utilisé une autre arme : les fermetures administratives de lycées. Ces « lockouts » visaient à empêcher les lycéens qui voulaient s'organiser de s'adresser à leurs camarades.

Les médias ont présenté ces événements comme s'il s'agissait d'émeutes urbaines menées par des « casseurs ». Cette propagande faite pour salir le mouvement a fonctionné dans un premier temps. Dans bien des milieux populaires, dans bien des entreprises, la première opinion sur cette contestation était négative. Pour beaucoup, ce n'était pas un mouvement mais « des jeunes voyous qui cassaient tout ». Ce sentiment a même ébranlé certains lycéens, notamment de lycées de centre-ville, qui ne voulaient pas que leur mouvement ait cette image. Mais l'attitude répressive de la police a fini par soulever et attiser leur indignation et au final, la répression a contribué à unifier le mouvement lycéen. Que ce soit dans les lycées de banlieue, les lycées professionnels, les lycées agricoles, les lycées privés ou les lycées à la réputation élitiste, le mouvement a touché d'une façon ou d'une autre toute une frange de la jeunesse lycéenne. Les mots d'ordre contre la police sont devenus très populaires, comme ceux qui dénoncent le racisme ou la ségrégation sociale.

Ce n'est pas un appareil politique ou syndical qui est à l'origine de la propagation du mouvement, mais le « bouche à oreille » ou sa version moderne, les

TOM BECQUES

Une marée lycéenne et étudiante, place de la Bastille, à Paris, jeudi 8 octobre.

réseaux sociaux. Plus de 1 000 lycées ont alors rapidement été touchés sur les 4 000 de France. De petits noyaux actifs ont réfléchi aux revendications à écrire sur des pancartes, ils ont commencé à s'organiser entre lycées proches ou plus distants, à trouver le moyen de s'adresser aux hésitants, en discutant de l'efficacité des blocages et ont parfois trouvé le moyen de mettre en place des assemblées générales. Ensemble, ils ont commencé à comprendre les manœuvres du pouvoir, à réaliser ce qu'est le rôle de la police et de la justice pour les faire taire et celui de chiens de garde des médias. Lorsque la police est venue arrêter un lycéen dans l'enceinte même du lycée Paul-Éluard à Saint-Denis, la vidéo de cette arrestation a fait le tour de nombre de lycées de région parisienne et au-delà.

Le gouvernement a utilisé la manière forte, pensant ainsi écraser la contestation dans l'œuf car il est dans une situation où ses marges politiques et financières sont très réduites. L'endettement croissant de l'État français a allumé chez les financiers l'attrait pour la spéculation sur la dette du pays, obligeant celui-ci à emprunter à des taux de plus en plus élevés. Alors que le taux d'intérêt auquel il emprunte sur 10 ans, était presque nul en 2021, il a franchi la barre des 4 % en août dernier et a atteint les 5 % en octobre. Pas à pas, la situation financière de la France se rapproche de celle de la Grèce au moment de la crise de la dette de 2009-2010 qui avait mené à une mise sous tutelle financière de ses créanciers. Vis-à-vis de ces spéculateurs, le gouvernement doit apparaître comme maîtrisant ses dépenses. Pour la classe capitaliste, il est donc hors de question que le gouvernement cède moindrement aux lycéens… en tout cas pour l'instant.

Au fond le gouvernement est pris en tenaille. D'un côté, en ne cédant rien et en intensifiant la répression, il prend le risque que le mouvement dure et finisse par encourager une mobilisation des travailleurs sur leurs propres revendications. D'un autre, dans une situation sociale explosive, où les classes populaires font face à un retour brutal de l'inflation et où selon les statistiques de la Banque de France, les faillites des petites entreprises atteignent des records, céder à la jeunesse pourrait impulser la contestation voire la révolte populaire.

6 OCTOBRE : UNE PREMIÈRE DÉMONSTRATION DE FORCE ET UN ÉLARGISSEMENT AUX UNIVERSITÉS

Mardi 6 octobre, la colère lycéenne est apparue au grand jour. Dans toutes les moyennes et grandes villes, plusieurs centaines de milliers de personnes, 256 000 selon la police, ont manifesté. Près de 1 800 lycées et 57 sites universitaires ont été touchés par le mouvement. Même si la jeunesse des quartiers populaires y était sans doute bien moins représentée que celle des lycées de centre-ville, c'était une preuve incontestable de l'ampleur du mouvement. Il a partout pris l'allure d'une marée humaine lycéenne, avec de nombreuses pancartes affichant des revendications, des slogans évoquant les menaces qui pèsent sur

JEAN-PAUL BARBIER

Mardi 13 octobre, à Cherbourg.

l'avenir de cette génération ou contenant des attaques contre la police ou l'extrême droite.

On a pu alors voir les raisons variées et profondes de la colère de la jeunesse : bien sûr la dénonciation de la situation de l'Éducation nationale, les lycées vétustes, l'absence de moyens et de personnel, les emplois du temps mêlant horaires à rallonge et longues plages de creux ; la dénonciation de Parcoursup, le système d'affectation pour l'entrée dans l'enseignement supérieur. Mode de sélection opaque, pour beaucoup de lycéens, il est le symbole de l'institution arbitraire obligeant à renoncer aux études souhaitées. On a pu voir aussi beaucoup de pancartes et slogans contre les inégalités et la hiérarchie sociales, contre la police et ses méthodes, et contre l'extrême droite. Dans l'ambiance politique actuelle de montée des idées réactionnaires et de l'individualisme, ces sentiments d'une large partie de la jeunesse sont apparus comme une véritable bouffée d'oxygène.

Le gouvernement et des leaders politiques d'extrême droite, de droite ou de gauche ont accusé La France insoumise (LFI) d'être le chef d'orchestre secret de ce mouvement. C'est stupide car ce serait bien au-delà des moyens de ce parti. Mais c'est surtout, là encore, fait pour discréditer le mouvement en tentant de nier sa profondeur. Au passage, c'est aussi une injure faite à ceux qui se mobilisent. Si bien des lycéens ont sans doute de la sympathie pour La France insoumise, leur mouvement s'est développé spontanément et leurs idées, ils savent se les forger eux-mêmes.

La contagion a atteint aussi les universités. Dès la manifestation nationale suivante, le 13 octobre, les cortèges universitaires ont été plus nombreux et ont compensé en partie une baisse de la mobilisation lycéenne. Là encore, le gouvernement, via les présidences de facultés, utilise la méthode du « lock-out » pour essayer de tuer le mouvement étudiant dans l'œuf. Mais dans l'ensemble le mouvement a tenu. Et en se prolongeant, il a gagné une certaine respectabilité aux yeux d'une partie de la population travailleuse. Cela s'est vu lors de la manifestation du 17 octobre quand tout a pris une autre dimension.

LA JOURNÉE DE MOBILISATION DU 17 OCTOBRE

La journée du 17 octobre n'avait au départ rien à voir avec le mouvement lycéen. L'idée d'une journée de contestation contre la vie chère a été lancée sur les réseaux sociaux durant l'été. Il s'agissait d'un appel dans le style de celui qui avait conduit au mouvement des gilets jaunes. Mais, alors que les vacances scolaires d'automne se profilaient, les lycéens ont repris cette date, et elle est devenue pour eux une échéance importante. En retour, pour beaucoup dans les classes populaires, cette journée du 17 est devenue plus crédible et a été vue comme pouvant être une réussite. Officiellement, les grandes confédérations syndicales ne s'y sont ralliées que quatre jours auparavant et dans les faits, n'ont rien organisé et n'ont pas participé. Il s'est donc agi d'une mobilisation sans leur soutien, ce qui n'a pas empêché que de nombreux militants syndicaux y participent.

Jusqu'au jour même, il était impossible de prévoir ce qu'allait être cette journée. De l'aveu du ministère de l'Intérieur, celui-ci ne s'attendait pas à une affluence importante. Dans bien des entreprises, peu de travailleurs annonçaient qu'ils allaient y participer. Mais si on en croit les chiffres de la police, 550 000 personnes y ont participé, le double de la manifestation des lycéens du 6 octobre et aussi le double de la plus grande manifestation du mouvement des gilets jaunes qui avait rassemblé 238 000 personnes.

Ce fut donc une manifestation de grande ampleur. À Paris, d'après la police, 110 000 personnes ont défilé. De très grandes manifestations et rassemblements ont aussi eu lieu dans les autres grandes villes. Même dans des petites villes de quelques milliers d'habitants, il y eut des rassemblements de quelques dizaines ou centaines de personnes, dont souvent un contingent non négligeable de lycéens. Cette journée a donc marqué un tournant, par l'ampleur

IMAGO SEBASTIEN TOUBON

En octobre à Paris.

ENZO HANART

Samedi 17 octobre, à Paris, rue du faubourg Saint-Martin.

des manifestations, par le lien qu'elle a établi entre les revendications de la jeunesse et celles des classes populaires confrontées à la vie chère et au même mépris de ceux qui dirigent, et surtout par ses conséquences politiques.

Pour tenter de minimiser son ampleur et de discréditer les manifestants aux yeux de tous ceux qui n'y ont pas directement participé, le gouvernement et les médias ont mis en relief les pillages de magasins. Évidemment, ces pillages sont une réalité. Mais qui pourrait s'étonner, vu l'aggravation de la pauvreté, que des jeunes, ou des moins jeunes de familles pauvres ne tentent de profiter de l'occasion de ces manifestations pour piller, une fois qu'un magasin est en train d'être dévalisé ? Lorsque la colère explose, il n'est pas surprenant que la rage de certains manifestants se combine avec l'envie de piller.

Il existe aussi des courants de militants dits « autonomes » qui justifient la casse, la destruction de bâtiments publics représentant l'ordre établi. Ni les uns ni les autres ne peuvent contribuer au renforcement du mouvement collectif qui est apparu. Au contraire, ils ne peuvent que détourner la colère vers des actions stériles et destructrices qui ne peuvent que servir au pouvoir et à l'extrême droite qui s'affiche comme le seul parti capable d'instaurer l'ordre. Mais les médias qui n'ont cessé de dénoncer « la violence » lors de cette manifestation se sont aussi bien gardés de faire la lumière sur les exactions de la police. Les témoignages sont nombreux de charges de CRS sur les manifestants, de poursuites et de matraquages de lycéens jusque dans des halls d'immeubles où certains s'étaient réfugiés. Et s'ils ont tant monté en épingle les pillages, c'est aussi pour faire oublier combien la mobilisation avait été un succès.

***

Les deux semaines de vacances scolaires commencées le 17 octobre ont entraîné nécessairement une pause dans la mobilisation lycéenne. On ne peut que souhaiter que le mouvement reprenne ensuite, qu'il dure, devienne plus conscient et s'organise bien plus encore, permettant aux lycéens mobilisés de faire l'expérience de la démocratie dans la lutte, ce qui peut être un enseignement précieux pour l'avenir lorsqu'ils deviendront des travailleurs, et aussi pour qu'ils puissent être collectivement maîtres de leur propre combat.

Mais on peut déjà dire que c'est un mouvement qui comptera. Il a entraîné des centaines de milliers de jeunes et, pour beaucoup, il a été leur premier pas politique conscient. C'est la force d'un mouvement lycéen de donner à de très jeunes, qui n'auraient sans doute pas été attirés spontanément par des idées abstraites et complexes, l'envie de s'engager pour lutter contre cette société.

L'impact ne concerne pas seulement la jeunesse. Le fait qu'une partie de celle-ci se soit mise en mouvement est un fait important pour l'ensemble des classes populaires. Il a créé un climat de contestation et la réussite de la journée du 17 octobre en est la preuve. Il a encouragé à un appel pour une nouvelle journée du même type, samedi 24 octobre. Les confédérations syndicales, qui sont restées attentistes et spectatrices le 17, tentent de s'appuyer sur son succès pour réussir la journée de grève générale et interprofessionnelle qu'elles ont programmée le 5 novembre. Il faut espérer que les travailleurs profitent de la brèche ouverte par les lycéens, en se mobilisant non pas seulement individuellement à l'occasion de journées comme celle du 17 octobre, mais aussi collectivement, notamment à partir de leurs lieux de travail. Car c'est ainsi que les travailleurs peuvent commencer à se faire entendre en tant que classe sociale avec ses intérêts propres. C'est ainsi qu'ils pourront apparaître comme une force indépendante capable de défendre ses intérêts collectifs et de prendre la tête des contestations sociales.

La société capitaliste apparaît de plus en plus à beaucoup comme sans perspectives, sans issue. Et en effet dans le cadre de cette organisation sociale, il n'y en a pas. De véritables perspectives ne peuvent s'ouvrir qu'en remettant en cause les fondements de cette société, la propriété privée des moyens de production et la domination de la bourgeoisie. Que ce mouvement parti de la jeunesse lycéenne amène certains vers cette prise de conscience et vers ces idées révolutionnaires, et ce serait un gage pour l'avenir.

22 octobre 2026

États-Unis : des “socialistes” à la rescousse du Parti démocrate déconsidéré

L’approche des élections de mi-mandat (*midterms*) agite le monde politique aux États-Unis. En novembre, le Congrès sera en partie renouvelé. Les 435 sièges de la Chambre des représentants et un tiers des 100 sièges au Sénat sont remis en jeu, ainsi que des milliers de postes à différents niveaux de l’appareil d’État que briguent les politiciens des partis démocrate et républicain. Dans de nombreux États, l’investiture des candidats des deux partis aux élections passe par le processus des primaires. Cette année, au sein du parti démocrate, celles-ci ont, dans certaines circonscriptions, mis aux prises des candidats classiques et modérés de l’appareil avec de nouvelles figures qui s’identifient au courant des « socialistes-démocrates ».

Incarné depuis des décennies par Bernie Sanders, candidat à l’investiture présidentielle démocrate en 2016 et 2020, ce courant prend également aujourd’hui les visages de Zohran Mamdani, le nouveau maire de New York, et d’Alexandria Ocasio-Cortez, élue de New York à la Chambre des représentants et qui ne cache pas ses ambitions présidentielles. Il met aussi en lumière une organisation politique, les Democratic Socialists of America (DSA), qui connaît une certaine dynamique dans les grandes villes.

DES SUCCÈS ÉLECTORAUX DANS LES PRIMAIRES

Dans quelques États et districts, la compétition entre les candidats démocrates à l’investiture du parti a ainsi tourné en faveur de l’aile dite radicale contre les candidats qui avaient les faveurs de l’appareil et qui sont assimilés à l’establishment. C’est par exemple le cas dans les États de Floride, Pennsylvanie, Montana, New York et Michigan.

Les Républicains et la presse conservatrice n’ont pas manqué de s’en servir comme d’un argument de campagne, agitant le chiffon rouge du communisme. On peut lire sous la plume d’un éditorialiste du *Wall Street Journal* qu’il existe *« une vicieuse tentative des marxistes de faire main basse sur le Parti démocrate »*[1]. Le 1er septembre, la majorité républicaine a fait adopter une résolution à la Chambre des représentants *« pour condamner le socialisme sous toutes ses formes »*, qui visait ouvertement les DSA et à compromettre les Démocrates. Avec le sens de la nuance qui le caractérise, cet été, Trump a fait campagne contre le péril rouge. À la convention républicaine des 9 et 10 septembre tenue à Dallas où il s’est engagé à distribuer 5 000 dollars à chaque Américain en cas de victoire, l’allusion au communisme a été faite au moins 60 fois par les différents intervenants[2]. Trump a prédit que le pays *« basculerait dans le communisme »* si les démocrates l’emportaient.

Il n’y a là rien de nouveau dans une vie politique où la moindre promesse de campagne prônant l’intervention de l’État et un minimum de redistribution des richesses, banale en Europe, est assimilée à un dangereux collectivisme.

LE DISCRÉDIT DE L’APPAREIL DÉMOCRATE

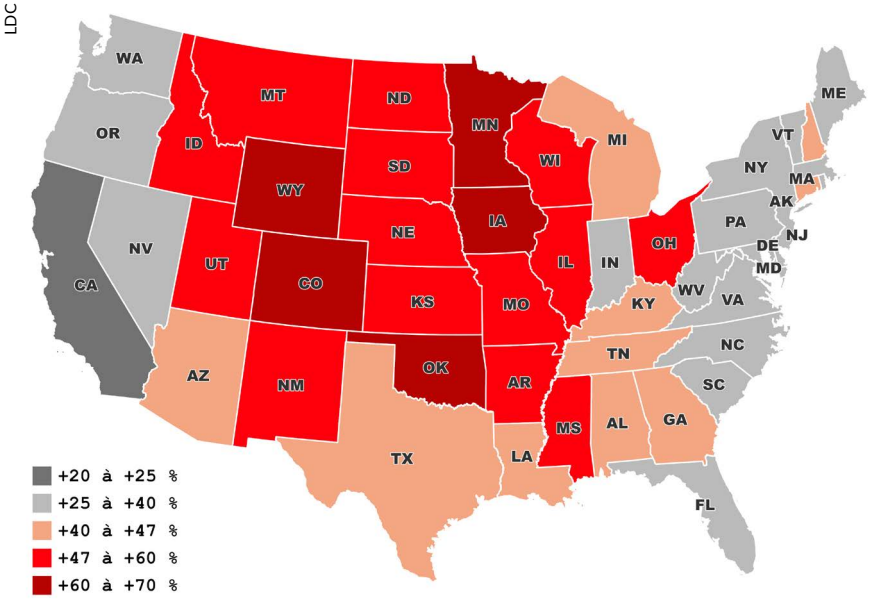
Les candidats officiels de l’appareil qui ont perdu dans les primaires semblent avoir payé la politique de leur parti sous Biden, son soutien à l’État israélien, la proximité assumée des dirigeants avec les milieux d’affaires ainsi que la mollesse de leur opposition à Trump au cours des deux années passées.

Cela suscite d’autant plus de rejet que la crise s’approfondit. L’inflation ronge le niveau de vie des travailleurs confrontés à des hausses de 40 % des prix des carburants en un an dans un pays où la majorité des déplacements se font en voiture. L’insécurité alimentaire progresse, la crise du logement s’aggrave, touchant même des fractions importantes de la petite bourgeoisie diplômée.

Cette impopularité avait déjà provoqué la défaite de Kamala Harris en 2024 et la perte de millions de voix d’électeurs du

1 J. Freeman, « Democrats vs. The DSA », *The Wall Street Journal*, 1er septembre 2026.
2 T. Robinson, « Republicans, Facing Midterm Peril, Try to Brand Democrats as Communists », *The New York Times*, 12 septembre 2026.

LDC



La hausse des prix des carburants (en %) par État depuis les débuts de la guerre en Iran. Source : American Automobile Association - 20/8/26.

parti démocrate, y compris celles que celui-ci croyait acquises par tradition. Les candidatures nouvelles qui semblaient être en opposition avec la ligne du parti ont donc pu attirer ou remobiliser une partie de cet électorat écœuré et enclin à l’exprimer. Même si les situations varient selon les États et les circonscriptions, cela a semble-t-il été surtout le cas au sein des milieux universitaires et intellectuels parmi lesquels les DSA recrutent d’ailleurs une grande partie de leurs militants et de leurs cadres.

Dans le Michigan, la candidate la plus proche de l’appareil, défenseuse zélée de l’État d’Israël et financée à hauteur de 31 millions de dollars par un lobby pro-israélien, a perdu contre celui dit progressiste, Abdul El-Sayed, qui se dit partisan de l’économie capitaliste. Dans cet État où existe une importante communauté américano-arabe, l’élection s’est pour beaucoup jouée sur la question palestinienne. En Floride, le candidat favori du parti au poste de sénateur a été battu par une jeune candidate noire, Angie Nixon, qui vient de rejoindre DSA et a fait campagne sur la question de la couverture maladie universelle et pour un système de crèches. Elle s’est notamment imposée dans les comtés majoritairement noirs et pauvres. À New York, des candidats soutenus par le maire, Mamdani, se sont également imposés.

Ces quelques succès restent toutefois à relativiser. Contrairement à ce que pourraient laisser penser les cris d’orfraie que poussent Trump et le camp républicain suggérant une prise de contrôle sur le Parti démocrate, la plupart des figures que celui-ci mettait en avant ont gagné, y compris face à des candidats de gauche. À cet égard, les réflexes électoralistes peuvent en grande partie l’expliquer. La base du parti a sans doute plébiscité, sans grand enthousiasme, les candidats les plus modérés, en estimant qu’une candidature trop à gauche serait clivante et ne permettrait pas de l’emporter à l’élection générale de novembre face à un républicain. Un autre paramètre tient à l’esprit de responsabilité des « socialistes-démocrates » qui se sont effacés dans les swing states, c’est-à-dire dans les États où l’élection s’annonce très disputée, pour ne pas gêner l’appareil dans sa tentative de reconquérir l’électorat centriste.

Enfin, il faut garder à l’esprit que ces résultats ne reflètent qu’une petite partie de l’opinion tant la participation est faible. Lors des primaires, la petite bourgeoisie est surreprésentée tandis que de larges pans du prolétariat et des couches les plus exploitées n’y prêtent aucune attention et que les travailleurs n’ayant pas la nationalité américaine en sont écartés. En règle générale, ne votent aux primaires que les électeurs affiliés à un parti et parmi eux, l’abstention reste forte. En Californie, où les règles de l’État prévoient que les primaires soient ouvertes à tous les électeurs, la participation pour désigner les deux candidats à la mairie de Los Angeles n’a été que de 39 %. La primaire a donné vainqueurs deux démocrates, la maire sortante et Nithya Raman, affiliée aux DSA.

Il n’empêche que ces quelques victoires témoignent d’une certaine dynamique alimentée par la victoire de Zohran Mamdani à la mairie de New York. Cette génération de démocrates non issus du sérail y voit une occasion d’occuper une place à la gauche du parti démocrate, contribuant à renouveler son image.

ZOHRAN MAMDANI, ÉLU MAIRE DE NEW YORK

En novembre 2025, Mamdani s’était imposé face à Andrew Cuomo, un vieux loup du parti démocrate, déconsidéré par l’usure du pouvoir et accusé de harcèlement sexuel. Membre des Democratic Socialists of America mais aussi du Parti démocrate, Mamdani avait fait campagne en s’adressant aux millions de New-Yorkais pour lesquels la vie est de plus en plus dure, qui constatent la hausse exorbitante des prix alimentaires, sont menacés d’être chassés de leurs logements par l’augmentation incontrôlée des loyers et qui ont toutes les peines pour faire garder leurs enfants dans un pays où n’existe presque pas de système public de crèches. Promettant de rendre les bus gratuits, de geler les loyers, de construire des logements et de financer ces mesures par des taxes sur les riches, la campagne de Mamdani avait résonné avec les préoccupations d’une grande partie de la population qui y voyait du bon sens.

Depuis sa prise de fonction le 1er janvier, huit mois ont passé et ces promesses se sont naturellement heurtées à la réalité de l’exercice du pouvoir et à tous les obstacles des institutions, de la justice et du droit bourgeois.

Mamdani avait fait grand cas

de l’instauration d’une taxe sur les résidences secondaires des ultra-riches possédant des biens estimés à plus de 5 millions de dollars. Cette modeste mesure, qui devrait rapporter 500 millions de dollars et qu’il faut mettre en regard des 120 milliards de budget annuel de la ville et de ses 12 milliards de déficit, rencontre déjà l’opposition et les manœuvres des propriétaires. La presse économique locale regorge d’articles sur la meilleure manière d’y faire obstacle, de déclarer qu’un pied-à-terre est en fait une résidence principale, de recourir à des outils juridiques pour dépersonnaliser les biens ou d’attaquer en justice la ville de New York accusée d’avoir mal établi la liste des contribuables. En septembre, un juge a tranché dans ce sens, ordonnant à la ville de redéfinir cette liste, décision contre laquelle la mairie a fait appel. L’affaire aura au moins eu le mérite de jeter la lumière sur la richesse indécente de la bourgeoisie grande et moyenne. Selon l’administration fiscale, les redevables d’une telle taxe seraient 17 000, parmi lesquels Kenneth Griffin, un milliardaire de la finance, propriétaire d’un triplex donnant sur Central Park acheté 238 millions de dollars, un record.

Mamdani a bien fait passer le gel des loyers sur deux ans, mesure qu’un ancien maire démocrate de New York, de Blasio, lui aussi élu sur un programme social et avec le soutien d’importants syndicats, avait fait adopter en 2016 et que d’autres municipalités ont votée pour tenter de limiter la spéculation immobilière. Mais les bailleurs se sont déjà pourvus en justice et pourraient obtenir le retrait de cette mesure. En attendant, ils font du chantage à l’entretien des immeubles.

La promesse de rendre les bus gratuits a achoppé face à l’opposition de la gouverneure démocrate de l’État de New York qui, à travers la régie MTA, contrôle le réseau des transports publics de la ville. Il n’était donc pas du ressort de Mamdani d’imposer la gratuité, ce qu’il s’était bien gardé de dire avant son élection alors que ses adversaires – mais membres du même parti que lui – affirmaient déjà qu’ils y mettraient leur veto.

Mamdani semble même se fâcher avec la base militante qui a contribué à l’élire, à commencer par les DSA qui ont activement fait sa campagne, servant de marchepied à sa carrière. Mamdani a maintenu Jessica Tisch, la cheffe de la police de New York (NYPD) et n’a pas dissous les unités spécialisées dans la répression des manifestations. Celles-ci ont brutalisé des manifestants rassemblés pour protester après que, le 8 octobre dans le Bronx, un agent de l’ICE a tiré sur un père de famille de 28 ans au volant de sa voiture avec son fils de 5 ans à l’arrière. Mamdani annonce même des effectifs supplémentaires pour le NYPD, en dépit des appels à cesser les financements de la police, qu’il avait pu faire avant d’entamer sa carrière politique.

Fin août, il a par ailleurs traîné en justice son propre conseil municipal après que celui-ci a voté une prime de 10 000 dollars pour les accompagnants d’élèves handicapés, une mesure censée rendre cette profession très mal payée plus attractive. Michael Mulgrew, le chef du principal syndicat d’enseignants de la ville (UFT) qui lui avait apporté son soutien en 2025, le menace maintenant d’une guerre ouverte.

À la tête de New York, Mamdani est sous la pression des milieux d’affaires, des sommets de l’administration et non pas des masses qui, tant qu’elles ne prennent pas l’initiative, sont condamnées à subir. Prétendre le contraire, c’est mentir et de ce point de vue, les politiciens dits radicaux comme lui n’ont pas moins de mépris pour les travailleurs que les autres. Par ailleurs, son exemple met en évidence l’impasse des perspectives politiques des DSA.

LA POLITIQUE DES DSA

Les Democratic Socialists of America revendiquent aujourd’hui 120 000 membres et semblent se renforcer. Leurs effectifs auraient plus que doublé depuis 2024 et le mouvement de protestation de certains campus universitaires contre la politique américaine de soutien à l’État d’Israël dans son massacre du peuple palestinien. Fondée en 1982, cette organisation est issue d’un courant sorti du Parti socialiste américain dans les années 1970 alors que celui-ci était sur le déclin. Elle a toujours théorisé le fait de ne pas rompre avec le Parti démocrate mais de l’intégrer en prétendant l’influencer et le tirer vers la gauche. Concrètement et du point de vue de ses perspectives qui ne sont qu’électoralistes, cela revient à ne pas présenter de candidats sous une autre étiquette politique que celle du Parti démocrate. Pour mener cette politique et participer aux primaires démocrates, les DSA ont ainsi choisi de ne pas être reconnus comme un parti politique mais comme une organisation.

AP PHOTO / EVAN VUCCI

Mamdani rencontre Trump à la Maison-Blanche le 21 novembre 2025, trois semaines après sa victoire à la mairie de New York.

AP PHOTO / MATT ROURKE

La tradition de courtiser les appareils syndicaux chez les démocrates. Ici, Joe Biden à un meeting pendant le Labor Day à Philadelphie, le 4 septembre 2023.

Les DSA rendent donc bien mal hommage à Eugen V. Debs (1855-1926), dont ils se réclament, et qui fut l'un des fondateurs du parti socialiste en 1901. Celui-ci avait en effet été candidat à l'élection présidentielle à cinq reprises, au nom des intérêts et de l'indépendance de classe des travailleurs et face aux représentants politiques démocrates et républicains de la bourgeoisie.

La politique des DSA ne leur est pas propre : d'autres organisations dont les discours sont teintés de socialisme et de références aux travailleurs se donnent les mêmes objectifs, à l'exemple du Working Families Party (WFP), principalement actif dans la région de New York et qui revendique 70 000 membres. C'est ainsi qu'Alexandria Ocasio-Cortez peut tout à la fois appartenir aux DSA, au WFP et au Parti démocrate et ainsi espérer des deux premiers mouvements qu'ils mettent leurs forces militantes au service de sa candidature sous la bannière du troisième.

L'appareil du Parti démocrate garde la capacité d'entretenir des relations avec des réseaux militants et associatifs variés et des franges importantes de la bureaucratie syndicale. Ils lui servent de rabatteurs électoraux, et lui permettent par ce biais de toucher des milieux et des couches de la population auprès desquels il est déconsidéré, pour ne pas dire qu'il en est haï.

Derrière un langage qui peut avoir un son radical et attirer des révoltés, les DSA dénoncent le capitalisme et le saccage de la planète, la voracité des grands patrons avides de profit et les guerres impérialistes ; ils mettent en avant des perspectives réformistes, un « *Green New Deal* », la couverture maladie universelle, les études supérieures gratuites, en espérant que les candidats qu'ils choisissent les défendront. Nulle part, il n'est question de la nécessité pour le prolétariat d'arracher les moyens de production à la bourgeoisie. Sur le site de leur fédération new-yorkaise, les DSA rejettent le recours à la violence révolutionnaire, tout en reconnaissant que *« historiquement, le capital et ses défenseurs ont usé de la force et de l'intimidation [...] pour étouffer la contestation »* [3].

Comme tous les politiciens démocrates, les candidats de l'aile gauche du parti recherchent avant tout l'appui des bureaucraties syndicales pour obtenir des financements et des forces militantes. À Los Angeles, la candidate socialiste Nithya Raman s'est qualifiée notamment grâce au ralliement du puissant syndicat de l'hôtellerie et des aéroports auquel, en échange, elle a promis d'augmenter le salaire minimum.

Logiquement, c'est en se sentant responsables vis-à-vis du destin de l'appareil démocrate que ces candidats élaborent leur stratégie électorale. Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez et Zohran Mamdani n'ont pas parrainé de candidats dans les *swing states* les « États incertains », où la victoire est trop incertaine en novembre. Ils ne veulent pas se voir accusés d'empêcher le parti démocrate de récupérer le contrôle du Congrès. Inversement, ils ont donné leur investiture à des candidats de gauche là où, selon toute vraisemblance, les Républicains ne pouvaient pas gagner.

Enfin, là où des succès électoraux se profilent, les candidats dits radicaux s'assagissent et reculent sur des positions prises dans le passé qu'une presse hostile a pu exhumer. La candidate DSA new-yorkaise au Congrès Avila Chevalier a supprimé des tweets de jeunesse faisant l'apologie du communisme et de Lénine, et répondu à un journaliste malveillant de CNN : *« Au fil des années, j'ai évolué depuis ces tweets, je me concentre aujourd'hui sur ma communauté. »*

L'UTILITÉ DES DSA POUR LE PARTI DÉMOCRATE

Pour l'heure, certains caciques du Parti démocrate boivent la potion amère et ont été contraints de céder leurs postes face à quelques nouveaux venus qui ne sont pas encore compromis. C'est là toute l'histoire de ce parti du grand capital américain, vieux de presque deux siècles. Il a déjà traversé des phases de discrédit qu'il a jusqu'à présent pu surmonter en faisant émerger de nouvelles figures, tel le jeune Barack Obama en 2008 qui avait marché sur les platebandes du clan Clinton déconsidéré.

Dans cette perspective, les élections de mi-mandat peuvent servir de thermomètre aux cercles dirigeants de l'appareil démocrate et aux candidats potentiels pour mesurer les courants d'opinion à la base et tenter de trouver la bonne formule pour gagner en 2028. L'émergence de ce courant au sein du parti indiquera peut-être aux futurs prétendants à la Maison-Blanche une nécessité de gauchir leur langage pour mieux séduire les électeurs et battre les Républicains. Ce sont ces calculs cyniques qui agitent en ce moment ces milieux même si, finalement, la déconsidération

3 https ://socialists.nyc/anti-violence-policy

de Trump peut jouer bien plus en leur faveur que toute la démagogie électoraliste.

Toujours est-il que les DSA et plus largement ce courant des « socialistes-démocrates » sont utiles aux Démocrates car ils peuvent canaliser le ressentiment contre un appareil déconsidéré, et finalement lui offrir une cure de jouvence en empêchant qu’il soit contesté par une force politique hors de ses rangs.

GAGE SKIDMORE / CREATIVE COMMONS

Alexandria Ocasio-Cortez et Bernie Sanders en tournée le 20 mars 2025.

L’HÉRITAGE DE BERNIE SANDERS

C’est un tel rôle qu’a assumé Bernie Sanders pendant des décennies et que tentera sûrement d’endosser Alexandria Ocasio-Cortez. Sénateur « indépendant » du Vermont, Sanders a incarné l’aile gauche du Parti démocrate, critiquant sa ligne modérée et sa proximité avec la grande bourgeoisie et concourant par deux fois à ses primaires pour l’investiture présidentielle. L’appareil s’opposait d’autant moins à Sanders que sa victoire était improbable tout en offrant l’avantage qu’il finirait toujours par appuyer le vainqueur et que son crédit servirait à mobiliser l’électorat de gauche dans les urnes. Le dernier service rendu le fut à Kamala Harris en 2024 et donna lieu à des contorsions caricaturales, avec l’absence de succès que l’on sait. À la Convention démocrate d’août 2024, Sanders appuyait Harris au nom du bilan de Biden, décrivant, toute honte bue, son mandat comme le plus favorable aux intérêts des travailleurs. À propos du programme de Harris, Sanders s’exclamait : *« Il n’est pas radical »* (entendre : « il est indolore pour le patronat »), *« ce qui est radical, c’est le programme de Trump. »* Et de lister les cadeaux aux riches que ce dernier s’apprêtait à faire. Cet éloge de la modération en politique ne l’empêchait pas, au lendemain de la défaite, de condamner sévèrement la candidate Harris pour ne pas s’être adressée aux travailleurs, à la différence de Trump. Dès le printemps 2025, Sanders et Ocasio-Cortez reprenaient ce rôle et lançaient une campagne de meetings intitulée Fight Oligarchy, l’oligarchie désignant le clan Trump plutôt que la bourgeoisie américaine. Ils invitaient à plébisciter les « bons démocrates » aux élections.

Les militants de gauche et d’extrême gauche qui, dans leur sillage, prétendent que ce parti pourrait être autre chose qu’un outil au service des classes riches répandent, naïvement ou consciemment, illusions et mensonges.

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

La construction d’un parti des travailleurs, indépendant de la bourgeoisie, de son État et de ses appareils politiques est une nécessité. C’est cette perspective qui a motivé les candidatures du Working Class Party à différentes élections dans le Michigan, l’Illinois, le Maryland et à Los Angeles. À leur modeste échelle, ses candidats se présentent pour faire valoir les intérêts politiques de la classe ouvrière et il est à noter que dans le passé, ils ont obtenu des résultats électoraux non négligeables en arborant une étiquette sans équivoque, celle d’un parti des travailleurs à construire face à ceux de la bourgeoisie, démocrate et républicain.

Dans l’état de crise profonde où se trouve le système capitaliste, la bourgeoisie américaine n’a que des coups à offrir aux travailleurs. Confrontée à la faillite de son système, à l’endettement colossal de son État qui vient de dépasser les 40 000 milliards de dollars et à la menace d’un krach financier, elle ne peut qu’intensifier la guerre qu’elle mène aux travailleurs. En parallèle, elle se prépare à une confrontation mondiale avec ses rivaux qu’elle veut réduire à la portion congrue. À cet égard, Républicains comme Démocrates mettront en œuvre ses desseins.

Le prolétariat américain a un besoin vital de bâtir son propre parti politique pour faire face à la classe dirigeante. Plus de cent ans en arrière, le militant socialiste et révolutionnaire Eugene V. Debs avait ouvert la voie. Emprisonné pour s’être opposé à la conscription et à l’entrée en guerre des États-Unis dans la première boucherie impérialiste mondiale en 1917, son internationalisme lui faisait dire : *« Je n’ai pas de patrie ; car ma patrie est la terre ; je suis un citoyen du monde »*. Et il n’est pas inutile de méditer une de ses réflexions percutantes adressée à un auditoire ouvrier et que l’un de ses biographes lui attribue au début du siècle : *« Si vous attendez un Moïse pour vous faire sortir de ce désert capitaliste, vous resterez là où vous êtes.* [...] *Vous devez faire appel à votre intelligence autant qu’à vos mains pour vous extraire de votre situation actuelle car, à l’heure actuelle, ce sont les capitalistes qui utilisent votre intelligence et vos mains. »*[4]

20 octobre 2026

4 S. Reynolds, *Debs : His Life, Writings And Speeches*, 1910, p. 71.

WIKICOMMONS

Pétrole : l'économie sous la coupe de quelques "majors"

La guerre lancée par Trump contre l'Iran le 28 février 2026, suivie par la fermeture totale puis partielle du détroit d'Ormuz et par celle du détroit de Bab-el-Mandeb, a ébranlé l'économie mondiale. L'explosion des prix du pétrole a entraîné une poussée inflationniste, l'arrêt de certaines activités et a amputé le niveau de vie de centaines de millions de travailleurs. Elle menace désormais certains pays d'une véritable famine. Cette catastrophe humaine et sociale représente, en revanche, une formidable aubaine pour les multinationales du pétrole qui continuent à se nourrir de la marche chaotique du capitalisme et des guerres.

Le conflit engagé par l'impérialisme américain au Moyen-Orient entre dans son huitième mois et, si les bombardements ont cessé sur l'Iran, la circulation dans le détroit d'Ormuz, par lequel transitait 20 % du commerce mondial de pétrole et de gaz naturel liquéfié, demeure largement perturbée. À cette rupture des chaînes d'approvisionnement des hydrocarbures, s'ajoute désormais la paralysie partielle du détroit de Bab-el-Mandeb consécutive à l'offensive des Houthis au Yémen, qui a amputé de 10 % supplémentaires le commerce mondial du pétrole, et a mis à l'arrêt nombre de sites de production dans cette région.

La production de pétrole y a été divisée par deux, avant de revenir pratiquement à son niveau d'avant cette guerre. Mais les prix du baril (soit 159 litres de brut) ont continué de flamber, passant de 62 dollars au début de l'année à 115 dollars avant de se stabiliser depuis quelques semaines autour de 100 dollars. Et il en va de même pour le gaz et les tarifs de l'électricité, qui fluctuent largement depuis des années en suivant le cours du pétrole.

L'inflation s'est répandue dans toute l'économie. Dans les pays riches comme la France, des dizaines, voire des centaines d'euros sont volées chaque mois aux salariés victimes du racket des pétroliers. Ceux qui disposent d'une épargne y puisent ou sinon ils s'endettent pour faire face à l'explosion des dépenses contraintes (logement, énergie, assurances, transport…) et des prix des produits de première nécessité. Fait inédit dans ce pays, la consommation de carburant recule depuis plusieurs mois et a chuté de près de 30 % courant septembre. Dans les pays pauvres, y compris ceux où le pétrole coule à flots, l'explosion des prix des hydrocarbures qui se répercute sur l'ensemble des marchandises a fait basculer de larges couches de la population dans la précarité, la misère ou l'insécurité alimentaire.

LES PROFITEURS DE GUERRE

Les sociétés, les majors, qui dominent le marché mondial du pétrole depuis des décennies, ExxonMobil, Chevron, BP, Shell, ENI et TotalEnergies, sont les grandes bénéficiaires du chaos provoqué par l'intervention américaine. Avec le cynisme qui

AP

Incendie dans un dépôt d'hydrocarbures à Fujaïrah aux Émirats arabes unis en mars 2026.

MEHEDI HASAN / ZUMA PRESS WIRE

Printemps 2026, Bangladesh : une file d'attente due à la pénurie de carburant.

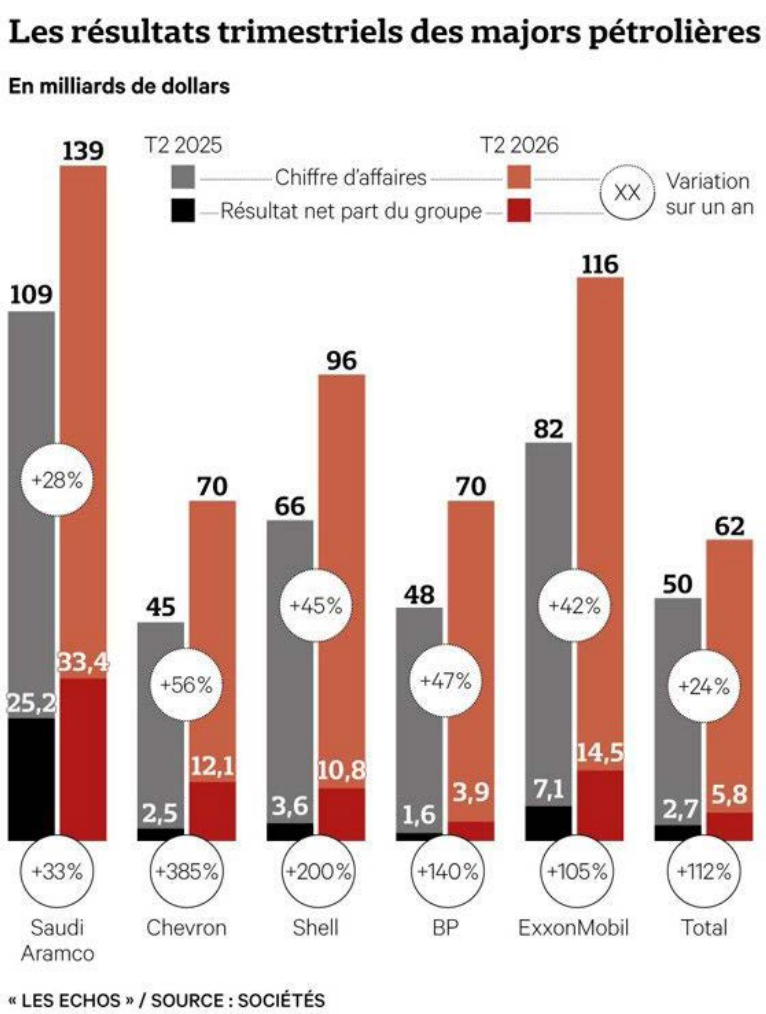
le caractérise, Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies, a confié récemment qu'il préférait *« un monde de bouleversements à un monde paisible »* et s'est réjoui des *« opportunités »* de la situation (*Les Échos* du 6 octobre 2026). *« Nous n'avons pas à nous excuser de réussir »*, avait-il expliqué peu avant devant l'assemblée générale du groupe… qui n'en demandait pas tant.

En réalité, les crises et les guerres ont alimenté les profits des trusts pétroliers depuis leur origine. Et le moins que l'on puisse dire, est que le conflit en cours ne fait pas exception. En 2026, les profits cumulés des six majors doubleront pour atteindre un montant estimé actuellement à 147 milliards de dollars. Pour TotalEnergies, le chiffre devrait atteindre 24 milliards de dollars, soit une hausse de 77 % en un an. Avant même le début de la guerre, son PDG avait claironné : *« Nous avons établi un budget à 60 dollars le baril, mais j'aime bien être démenti. À 110 dollars, je suis plutôt content. Si le détroit d'Ormuz venait à être fermé, le pétrole monterait. »* Il avait d'autant plus de raisons de se réjouir que les traders du groupe avaient déjà mis la main, à bas prix, sur la cargaison de dizaines de tankers. Une opération de négoce qui a rapporté au groupe plus d'un milliard d'euros. Sans compter le fait que TotalEnergies est désormais le premier exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL) des États-Unis à destination du monde entier.

La directrice des investissements en Europe, Afrique et Moyen-Orient de la banque d'affaires suisse Lombard Odier, que l'on ne peut pas soupçonner d'une trop grande aversion envers le capitalisme, affirmait en juin dernier : *« Nous avons l'impression d'un monde en dislocation et de marchés et d'entreprises qui se portent à merveille. »* (*Les Échos*, 15 juin 2026). Et, en effet, avec les majors du pétrole, facilement identifiables par tout un chacun, ce sont aussi des pans entiers de la bourgeoisie qui prospèrent.

EXPLORATION, RAFFINAGE… : DES PROFITS ET DES INVESTISSEMENTS FINANCÉS PAR LE RACKET DES POPULATIONS

Le contrôle des prix de l'or noir a été depuis plus d'un siècle et demi un moyen pour les multinationales du secteur de financer leurs investissements sans prendre sur leurs bénéfices ni



LES ÉCHOS

L'explosion des bénéfices des majors au deuxième trimestre 2026 comparés à ceux de la même période en 2025.

amputer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Rappelons que le fameux choc pétrolier de 1973, la multiplication du prix du baril par trois, fut une opération largement préparée par les majors dont le taux de profit baissait et dont les gisements s'épuisaient. L'accès aux réserves jusque-là inexploitées, notamment celles en eaux profondes (offshore) et celles liées à l'exploitation des schistes bitumineux, en Amérique du Nord notamment, demeurait impossible sans investissements massifs et sans une remontée importante des cours qui en assureraient la rentabilité. Le coût d'extraction d'un baril de pétrole était en effet inférieur à 3 dollars en Arabie saoudite tandis qu'il était près de dix fois plus élevé sur le sol américain ou dans le golfe du Mexique. Dès 1972, Jim Akins, le monsieur Pétrole de l'administration américaine, expliquait : *« Il n'y a pas assez de gisements et pas assez d'argent pour en trouver de nouveaux si le prix du pétrole reste aussi bas. »* Et c'est d'ailleurs le chah d'Iran, le plus fidèle allié des États-Unis au Moyen-Orient à l'époque, qui, au nom de l'OPEP, devait exiger la plus forte augmentation des prix à l'automne 1973.

Tandis que les gouvernements occidentaux expliquaient aux populations qu'elles étaient prisonnières des pays arabes producteurs de pétrole, les compagnies pétrolières trouvèrent là les moyens financiers de relancer leurs recherches et purent rentabiliser l'exploitation de vastes gisements au cours des années suivantes, comme ceux de la mer du Nord et de l'Alaska. Sur ce territoire, il fallut, par exemple, construire un pipeline de 1 300 kilomètres placé sur des piliers autoréfrigérants, afin que le brut, qui nécessitait le maintien de sa température autour de 50 degrés, ne fasse pas fondre le permafrost ! La hausse mondiale des prix le permit, de même qu'elle servit en France la propagande gouvernementale pour lancer la construction de centrales nucléaires censées assurer l'indépendance énergétique du pays.

Par ailleurs, les masses de dollars (qualifiées de « pétrodollars ») captées par les pays exportateurs de pétrole dans les années qui suivirent retournèrent dans les caisses des banques et des capitalistes des pays impérialistes sous forme de placements, d'achats de matériel militaire, de yachts, de résidences de luxe ou de chevaux de course.

Les milliards n'ont donc jamais cessé de couler à flots dans les coffres des majors. Par exemple, la seule ExxonMobil Corporation, numéro un mondial issu de la fusion d'Exxon et de Mobil Oil en 1999, a réalisé depuis plus de 800 milliards de dollars de profits !

L'explosion actuelle des cours ouvre de nouvelles opportunités aux compagnies pétrolières pour relancer leur activité d'exploration et opérer un « renouvellement organique » de leurs réserves. Au printemps 2026, ExxonMobil a ainsi annoncé un investissement de 24 milliards de dollars dans deux projets pétroliers en eaux profondes au Nigeria. BP a acquis de son côté trois « blocs d'exploration » en mer en Namibie. Le Brésil, le Guyana et le Suriname font également figure de nouveaux eldorados pétroliers pour les décennies suivantes. Et c'est aussi dans la perspective du maintien de cours élevés que doit se jauger la récente mise en coupe réglée des réserves pétrolières du Venezuela par les États-Unis. Même si, pour l'heure, les compagnies pétrolières américaines attendent que leur État investisse à leur place les centaines de milliards nécessaires pour rénover les installations rendues hors d'usage par l'embargo et les sanctions imposés par l'impérialisme américain sous Chávez et Maduro.

À l'échelle mondiale, les majors se contentent actuellement de faire fonctionner leurs installations de raffinage à pleine puissance car elles en tirent des profits gigantesques. Durant des décennies, cette activité avait été jugée trop peu rentable. La maintenance et l'investissement dans des installations vieillissantes amorties depuis des lustres y étaient réduits au minimum. Le nombre même de sites fut drastiquement réduit dans les pays riches qui en avaient eu longtemps le monopole.

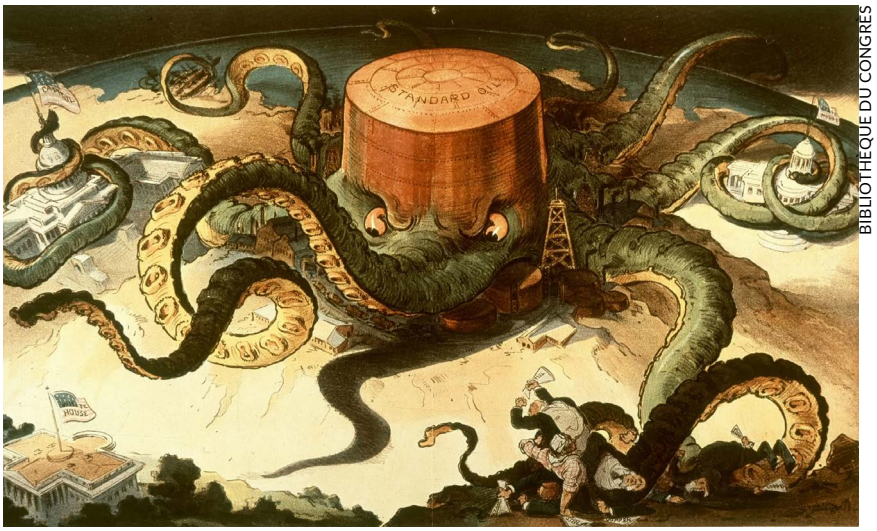
Ainsi, en France, onze sites, propriétés de BP, Shell et Esso, ont cessé leur activité entre les décennies 1970 et 1980. D'autres ont été fermés ces quinze dernières années, ramenant à six le nombre de raffineries dans l'Hexagone, dont trois appartiennent à TotalEnergies (Gonfreville-l'Orcher, Feyzin et Donges). Ces raffineries ayant été construites avant le boom du diesel impulsé par les gouvernements pour favoriser les constructeurs français qui avaient massivement misé sur cette motorisation, la France importe aujourd'hui au prix fort la moitié de son gazole : il vient du Moyen-Orient, mais aussi des États-Unis où les installations sont davantage calibrées pour ce carburant. En outremer, la seule raffinerie est celle du Lamentin, en Martinique, gérée par

WCLARKE / WIKI COMMONS

Une raffinerie du groupe ExxonMobil, à Baton Rouge.

la Société anonyme de la raffinerie des Antilles du groupe Rubis, dont les principaux actionnaires sont la Compagnie nationale de navigation (CNN), Dassault et BlackRock.

La guerre et la spéculation ont décuplé les profits des raffineurs. Leurs marges représentent désormais de 20 à 70 dollars par baril aux États-Unis et de 5 à 60 dollars en Europe : c'est une manne inespérée dont les compagnies entendent profiter le plus longtemps possible, quitte à organiser une sorte de pénurie.



BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS

La pieuvre de la Standard Oil (1904).

TRANSPORT : UN JACKPOT ASSURÉ

Dès la création de la Standard Oil Company par J.D. Rockefeller en 1870, la maîtrise de l'acheminement du pétrole avait représenté un enjeu majeur. C'est en s'assurant de tarifs de fret ferroviaire préférentiels pour ses tonneaux que le premier milliardaire de l'histoire avait assis son quasi-monopole sur le raffinage.

De puissants groupes dominent toujours ce marché, comme c'est le cas dans les transports par porte-conteneurs. Si certaines compagnies étatiques disposent de leur propre flotte, à l'instar de Saudi Aramco propriétaire de la société Bahri, les majors préfèrent en général affréter des tankers à moyen ou long terme. TotalEnergies en louerait 80. Les armateurs grecs, telles les dynasties Angelicoussis (Maran Tankers), Prokopiou (Dynacom Tankers Management), ou Diamantides (Capital Maritime & Trading), possèdent pour leur part des centaines de navires représentant entre un quart et un tiers de la flotte mondiale et 60 % de celle de l'Union européenne. Des sociétés spécialisées comme Frontline, DHT Holdings, ou Maersk Tankers gèrent également des flottes de dizaines de navires, alors que les grands tankers actuels (ou VLCC) sont vendus autour de 200 millions de dollars, 50 % de plus qu'il y a un an. L'opacité, les manipulations et les arrangements de toutes sortes dans ce secteur sont tels que qualifier de « flotte fantôme » les 900 à 1 500 pétroliers qui opèrent en marge des marchés et des contrats officiels relève de la farce.

Là encore, la guerre offre des opportunités de profits mirifiques aux armateurs, aux actionnaires des grandes compagnies ainsi qu'aux différents intermédiaires du secteur. Car s'il existe un système de tarification unique, créé après la Deuxième Guerre mondiale et mis à jour chaque année, exprimé en dollars par tonne de pétrole (WS pour Worldscale), ce prix de référence varie d'un jour à l'autre, au gré de la spéculation et des tensions dans les zones de production ou sur les routes commerciales. Ainsi, le taux de fret en octobre 2026 a-t-il atteint 1,5 million de dollars par jour, soit dix fois plus que l'année précédente, ce qui, répercuté par les compagnies, correspond à environ 15 dollars par baril, auxquels il faut ajouter environ 3 dollars pour le coût des assurances.

LA FINANCIARISATION DES MARCHÉS PÉTROLIERS

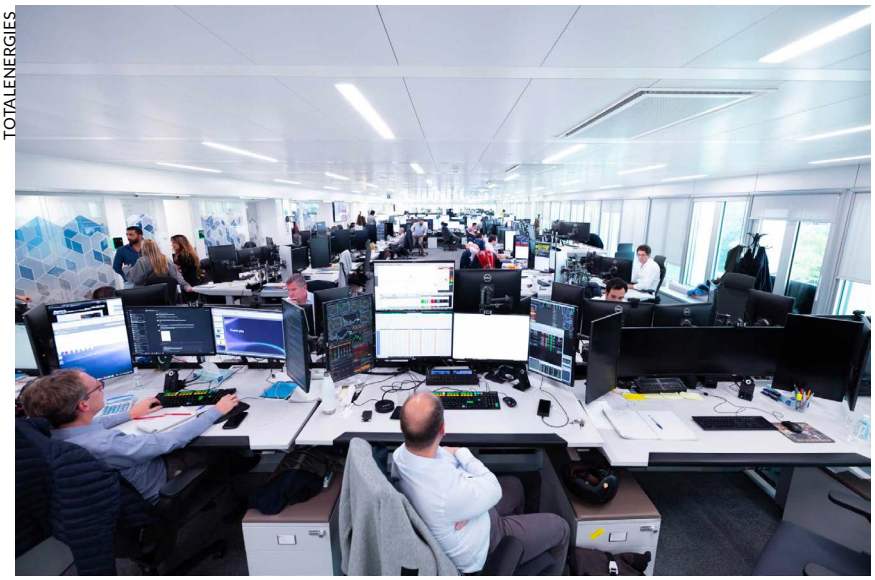
Le marché du pétrole a toujours été régi par les guerres, l'évolution des rapports de force entre les grandes puissances et entre les majors elles-mêmes. Mais il porte de plus en plus la marque de la financiarisation de l'économie capitaliste.

Durant des décennies, ce secteur a fait l'objet d'une répartition des zones d'exploitation et d'accords restés secrets entre les plus grandes compagnies sur les prix de vente. En échange de royalties dérisoires, des clauses léonines furent imposées aux pays producteurs. Elles ne furent que partiellement remises en cause par la décolonisation puis par l'émergence de l'OPEP. Le marché du pétrole resta pour l'essentiel verrouillé par des contrats à long terme fixés par les majors. Par ailleurs, les excédents et les déficits existant entre les différentes qualités physiques de pétrole (plus ou moins « léger » ou chargé en soufre notamment) étaient généralement régularisés entre ces majors par le biais d'échanges de cargaisons : par exemple du Arab light contre du brut du Nigeria.

La baisse du taux de profit au cours des années 1960, suivie de la crise monétaire accélérée par la guerre du Vietnam et la dépréciation du dollar au début de la décennie suivante, précipitèrent la financiarisation du marché du pétrole et favorisèrent l'émergence de nouveaux acteurs puissants, notamment dans les activités de trading. Le « pétrole papier », c'est-à-dire la vente et la revente de cargaisons de pétrole, et bien plus souvent l'engagement conditionné d'une vente future, prit de plus en plus le pas sur le « pétrole physique », au point qu'un baril de pétrole peut, virtuellement, changer jusqu'à cinquante fois de mains entre son conditionnement et sa livraison réelle.

En 1973, l'Emergency Petroleum Allocation Act (loi sur la répartition d'urgence du pétrole) adopté par le président

TOTALENERGIES



Salle de trading de TotalEnergies.

américain Nixon instaura un système de contrôle des prix et de double tarification distinguant le « vieux pétrole » du « nouveau pétrole » produit sur le territoire national. Pour éviter que les majors disposant de pétrole américain, dont les prix étaient plafonnés, n'écrasent les petits raffineurs obligés d'importer du pétrole au prix fort, la loi prétendait les obliger à acheter des « droits » et à reverser de l'argent aux raffineurs indépendants. Cela ouvrit une opportunité aux activités de négoce, à l'intérieur des majors elles-mêmes, puis exercées par des entités indépendantes, consistant principalement à échanger un pétrole contre un autre, en empochant la différence de prix. Une centaine de nouvelles sociétés, dont la grande majorité ne disposait ni d'installations de stockage ni de moyens de transport, firent ainsi leur apparition entre 1973 et 1977. Un bureau, un téléphone et un télex suffisaient pour acheter et vendre. De véritables « fleuves d'argent » furent drainés vers des paradis fiscaux, hors de portée du fisc américain, en s'appuyant sur des transactions pétrolières fictives à l'étranger et sur de fausses factures. En 1990, Marc Rich and Co, le principal acteur dans ce domaine, disposait de bureaux dans 128 pays et vendait 1,5 million de barils par jour, soit plus que l'ensemble des membres de l'OPEP. La Suisse (le canton de Zoug en particulier, devenu depuis une capitale des transactions de cryptomonnaies) faisait quant à elle office de plaque tournante.

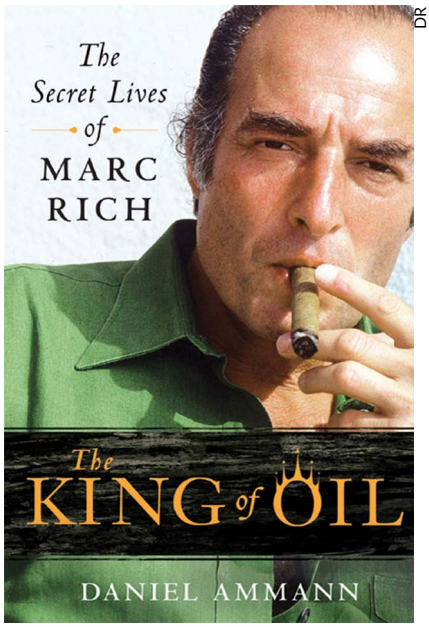
Cette captation de la manne pétrolière par les intermédiaires et les financiers continua sous d'autres formes, accélérée notamment par l'essor de l'exploitation des hydrocarbures en mer du Nord et en Alaska, hors de toute emprise de l'OPEP. Les activités de trading, de plus en plus sophistiquées, furent facilitées par l'adoption de lois incitatives, en particulier aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Les profits engendrés étaient tels que les majors développèrent à leur tour leurs filiales spécialisées dans ces activités. BP, Shell et Esso créèrent respectivement Anro, Petra et Impco. D'autres compagnies, de rang inférieur, s'y engagèrent à leur tour : Koch, Phillips Petroleum, Arco, Ashland, Conoco, Coastal et Sun aux États-Unis, la Compagnie française des pétroles (CFP) en France, Fina en Belgique et ENI en Italie, Petrobras au Brésil, Idemitsu et Kanematsu au Japon. Mais seules les plus puissantes de ces sociétés de négoce purent absorber les à-coups du marché pétrolier, qui a connu un point bas à 10 dollars le baril en 1986 et un sommet à 140 dollars en 2008, en éliminant au passage leurs concurrentes.

Deux places boursières dominent encore le secteur pétrolier, celle de New York, avec le NYMEX, où est principalement coté le WTI (West Texas Intermediate), un pétrole très léger et sulfureux extrait sur le territoire américain, et celle de Londres, où est situé l'ICE (Intercontinental Exchange) qui gère principalement les échanges du Brent, pétrole qui sert de référence pour environ les deux tiers du pétrole échangé dans le monde… bien qu'il ne représente que 1 % de la production.

Au sein de ces bourses, les prix se fixent via deux mécanismes de transaction : d'une part, le marché spot (au comptant) où s'échangent des cargaisons de pétrole brut livrées immédiatement ou dans les jours qui suivent. L'autre passe par le marché à terme (ou des futures), celui du « pétrole papier » où sont traitées des promesses de vente et d'achat à une date déterminée et à un prix fixé à l'avance. C'est ce marché qui est massivement utilisé par les traders, les banques et les compagnies pétrolières pour spéculer ou se couvrir contre la volatilité qui dicte au jour le jour le cours mondial du baril.

À partir de la fin des années 1980, la « révolution » des produits dérivés a achevé d'introniser le pétrole en tant que produit financier. Les options et les swaps (des paris sur l'évolution du prix sur une période et un volume convenus) sont devenus les éléments essentiels de la spéculation et de la fixation des prix qui en dépend. Ces méthodes et ces produits préfiguraient ceux

DR



***Les vies secrètes de Marc Rich, Le roi du pétrole* (éd. St Martin's Press), biographie du milliardaire fondateur de Glencore.**

qui, généralisés depuis à tous les secteurs d'activité, sont nés dans le secteur des prêts immobiliers et ont précipité la crise des subprimes en 2008. Car si les banques commerciales n'étaient pas autorisées à négocier du pétrole physique, elles pouvaient traiter ces instruments financiers. C'est ainsi que la Société Générale, Paribas, Barclays Capital, CRT, Chase Manhattan, JP Morgan, Chemical Bank et bien d'autres institutions se muèrent en acteurs de premier ordre du marché du pétrole puis de celui du GNL. Et il faudrait ajouter les sociétés de conseil qui vendent à prix d'or leurs « expertises » qu'un spécialiste qualifie d'« astrologie des marchés », un qualificatif certainement très adapté.

Aujourd'hui, les activités de trading sont passées dans les mains de véritables géants des matières premières et de l'énergie souvent inconnus du grand public : Vitol, Trafigura, Glencore, Mercuria et Gunvor. Ils contrôlent près de 40 % des échanges de pétrole brut à l'échelle mondiale. Ils ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 1 110 milliards de dollars en 2025 et perçu plus de 100 milliards de profits ces trois dernières années. Ce sont des montagnes de liquidités reversées en dividendes et investies dans des terminaux de stockage, des raffineries et dans d'autres secteurs des matières premières.

LA TOUTE-PUISSANCE AMÉRICAINE

Finalement, les trusts des États-Unis dominent le secteur pétrolier depuis l'émergence de la Standard Oil. Leur hégémonie a été renforcée à la faveur des deux conflits mondiaux et à la suite de l'adoption du dollar comme monnaie de référence des échanges internationaux. Aux majors historiques, au poids des financiers, il faut ajouter les sociétés spécialisées dans le forage, l'ingénierie et les équipements pétroliers à l'instar de Halliburton.

Mais leur puissance réside en premier lieu dans l'appui, financier, politique mais aussi militaire, que leur apporte l'impérialisme américain. En témoignent aussi les liens directs tissés entre les compagnies du secteur pétrolier et les dirigeants politiques depuis cinquante ans selon le principe dit de la « porte tournante » entre le privé et la direction de l'État ou de la haute administration. Ainsi, Dick Cheney était PDG de Halliburton avant de prendre la vice-présidence de 2001 à 2009 sous George W. Bush (lui-même issu de l'industrie pétrolière) ; Condoleezza Rice, secrétaire d'État entre 2005 et 2009, avait siégé auparavant au conseil d'administration de Chevron, dont un des superpétroliers fut même immatriculé sous le nom de *SS Condoleezza Rice* ; Rex Tillerson, passa, quant à lui, directement de son fauteuil de PDG d'ExxonMobil en 2017 à celui de secrétaire d'État de Trump durant une année.

DUANE A. LAVERTY/EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

De gauche à droite, Condoleezza Rice, Dick Cheney et George W. Bush en août 2004.

Malgré la volonté de certains États, dont la Russie et la Chine, d'échapper à l'obligation de payer et de vendre leurs barils en dollars, cette monnaie reste utilisée dans plus de 80 % des transactions pétrolières et jusque dans 98 % des cotations. Le billet vert sert lui-même de levier à d'autres spéculations sur les taux de change qui affectent régulièrement le prix du pétrole acquitté par les consommateurs dans l'ensemble du monde.

En 1973, le déclin de la production de pétrole sur leur territoire apparut à certains observateurs américains comme un indice supplémentaire de la perte d'influence de l'impérialisme états-unien, alors dépendant principalement du Moyen-Orient pour ses importations d'hydrocarbures. *« Nous consommons maintenant plus d'énergie que nous n'en produisons »*, lançait le président Nixon. Les interventions militaires contre l'Irak en 1991 comme en 2003 dégageaient un incontestable parfum de pétrole, car elles visaient manifestement à sécuriser une partie des approvisionnements des majors et la domination de l'impérialisme.

Cinq décennies plus tard, les États-Unis sont redevenus les premiers producteurs de pétrole et de GNL au monde et exportateurs nets grâce à la mise en exploitation des réserves de pétrole de schiste issu de la fragmentation, des sables bitumineux et à l'essor des forages offshore en eaux profondes.

Les coûts moyens d'extraction du pétrole sur le territoire américain oscillant entre 30 et 60 dollars par baril en 2026 (contre moins de dix jusqu'à quinze en Arabie saoudite ou en Irak), le maintien des prix du baril au-dessus de cette barre depuis une vingtaine d'années garantit désormais leur rentabilité. Le *« Drill, baby, drill ! »* (fore, chéri, fore !) lancé par Trump lors des dernières élections avait été largement anticipé par les pétroliers américains. Et c'est Obama qui, dès 2015, avait levé l'interdiction d'exporter du pétrole brut, en vigueur depuis 40 ans,

Pétrole : l'économie sous la coupe de quelques "majors"

offrant un débouché colossal aux compagnies américaines. Mais la création par Trump d'un Conseil de la domination énergétique nationale en février 2025 a le mérite de la clarté !

La guerre en Ukraine, suivie par l'achat massif de produits pétroliers auprès des États-Unis par les pays de l'Union européenne, puis celle contre l'Iran, ont consolidé ce poids écrasant, permettant à l'impérialisme américain de prétendre réguler le marché mondial de l'or noir, au gré des embargos et des sanctions imposées à tel ou tel pays. Cette année, les exportations américaines ont même augmenté de 30 %, pour atteindre le chiffre record de plus de 13 millions de barils par jour, comprenant brut et produits raffinés. Sous la menace de l'arrêt de ses exportations vers l'Union européenne, Trump est parvenu, début octobre, à imposer également aux 27 dirigeants européens de puiser 100 millions de barils de pétrole et de gazole dans leurs réserves stratégiques, dans la perspective, probablement vaine, de faire baisser significativement les prix à la veille des élections de mi-mandat aux États-Unis.

Quant à l'accord imposé cet été par Washington au gouvernement du Venezuela, il pourrait donner à moyen ou long terme aux États-Unis le contrôle sur des réserves estimées à 65 milliards de barils, soit le double de celles dont ils disposent actuellement.

METTRE À BAS LA DICTATURE DES TRUSTS DU PÉTROLE ET DE LA BOURGEOISIE

L'explosion des prix du pétrole et la poussée inflationniste qu'elle entraîne, à laquelle s'ajoute leur responsabilité directe et consciente dans le réchauffement climatique et ses conséquences, illustrent combien mettre fin à la domination des groupes capitalistes de ce secteur et de leurs actionnaires serait une nécessité et une urgence pour l'humanité tout entière.

Ce n'est évidemment pas la perspective tracée à la veille de l'élection présidentielle en France par les différents partis « de gouvernement». Les partis de gauche et les syndicats ont certes proposé, comme d'ailleurs le Rassemblement national, la diminution ou la suppression temporaire de certaines taxes, à commencer par l'accise sur les produits pétroliers qui rapporte 28,8 milliards d'euros à l'État et aux collectivités locales. De telles mesures ont d'ailleurs déjà été adoptées par certains gouvernements en Europe. Mais ils se gardent bien d'expliquer que la bourgeoisie ferait tout pour que cette somme soit immédiatement prélevée sur les budgets des écoles, des hôpitaux et des services utiles à la population.

CAPTURE D'ÉCRAN BFMTV

Le chantage de TotalEnergies contre la surtaxe de ses profits (6 mai 2026).

Une telle politique, faite pour éviter que la colère populaire se tourne contre les capitalistes, peut en outre s'avérer très favorable à ces derniers. Ainsi, au Japon, qui importe pourtant la totalité de son pétrole, le gouvernement a supprimé ces taxes au point que l'essence y est vendue actuellement moins d'un euro le litre. Mais il verse dans le même temps des milliards aux raffineurs et aux gros distributeurs. Les primes « gros rouleurs » versées par le gouvernement français, aussi dérisoires soient-elles, sont une autre façon de protéger le patronat pour lui éviter d'avoir à augmenter les salaires des salariés les plus modestes. L'État aide en revanche directement les patrons des secteurs de la pêche, de l'agriculture et du BTP par divers dispositifs.

La gauche française a avancé également l'idée d'une nationalisation de TotalEnergies, sans préciser qu'elle se ferait à prix d'or et qu'il serait vain de prétendre résoudre à l'échelle nationale les problèmes liés au coût de l'essence et ceux qui en découlent et surtout sans qu'il soit question pour elle de remettre en cause l'organisation capitaliste de la société. Quant à la taxation des surprofits, elle nécessiterait une mobilisation d'ampleur de la population et des travailleurs pour imposer une telle mesure, ce que les représentants de la gauche réformiste ne font rien pour préparer.

Bloquer les prix sans s'attaquer à l'ensemble des mécanismes qui les déterminent serait tout aussi vain. On a pu voir comment le groupe TotalEnergies avait bloqué les siens dans son réseau à un niveau calculé de telle façon qu'ils lui garantissent un accroissement de ses bénéfices.

L'envolée des prix de l'énergie doit en revanche être pour les révolutionnaires l'occasion de mettre en évidence auprès des travailleurs la responsabilité directe des capitalistes, des financiers et de la spéculation. Elle offre la possibilité de populariser l'objectif de réquisition des profits de guerre et d'expropriation des entreprises sans indemnités ni rachat. La dénonciation des super pouvoirs de la bourgeoisie est aussi une façon de préparer son renversement.

20 octobre 2026

RAWPIXEL/CCO

L'intelligence artificielle aux mains du capital

L'intelligence artificielle (IA) connaît un développement spectaculaire, alimentant l'idée qu'elle va transformer profondément la société. Elon Musk et ses acolytes milliardaires annoncent tantôt des progrès formidables de la vie humaine, tantôt l'extermination de l'humanité par les machines, chaque parole du prophète étant ensuite répétée et commentée en boucle, non par ChatGPT mais par une armée de perroquets humains. Ce débat éclipse le fait que l'IA est seulement un outil, dont l'utilisation est conditionnée par la classe sociale au pouvoir.

Inventée en 1955, l'expression « intelligence artificielle » est ambiguë car elle suggère une intelligence comparable à celle des humains. Pourtant, les machines qui remplacent des travailleurs qualifiés ne datent pas d'hier, du métier à tisser Jacquard aux ordinateurs pour l'édition de documents. Il s'agit d'automatisation et non d'intelligence.

Les outils d'IA les plus courants, comme ChatGPT, Gemini ou Claude, reposent sur de « grands modèles de langage », entraînés à partir d'immenses corpus de textes, plusieurs centaines de milliards de mots pour les contenus disponibles sur Internet. À chaque requête, le modèle calcule les suites de mots les plus probables au regard de ceux qui précèdent. Il produit ainsi un texte inédit, mais façonné par les données existantes, sans rien comprendre. C'est un gros perroquet électronique.

Les concepteurs de cette méthode ont été eux-mêmes surpris de ses capacités croissantes : jeux d'échecs puis de go, synthèse de documents, reconnaissance vocale, rédaction scientifique ou informatique, traduction et conversation, tâches portant sur la manipulation de textes et de symboles. Plus récemment, des systèmes ont démontré des théorèmes mathématiques qui avaient résisté à des générations de chercheurs. Ces progrès sont extraordinaires. On ne peut qu'être enthousiaste devant des outils capables de détecter précocement certains cancers ou qui permettent à des personnes de langues différentes de discuter facilement à l'aide d'un simple téléphone.

Ces avancées sont dues à l'augmentation des volumes de données et de la puissance de calcul, et pas à une révolution scientifique. L'IA traite des problèmes complexes, mais elle ne comprend toujours rien. Elle peut encore répondre des absurdités sur des questions simples, portant notamment sur des événements rares ou minoritaires. Cette invention impressionnante reste un outil, comme un marteau ou un téléphone. Derrière son apparence virtuelle, presque magique, se trouvent des infrastructures bien matérielles : des supercalculateurs et d'immenses bases de données qui regroupent une grande part de l'information stockée par l'humanité, mais pas les données internes des entreprises, protégées par le secret industriel et commercial.

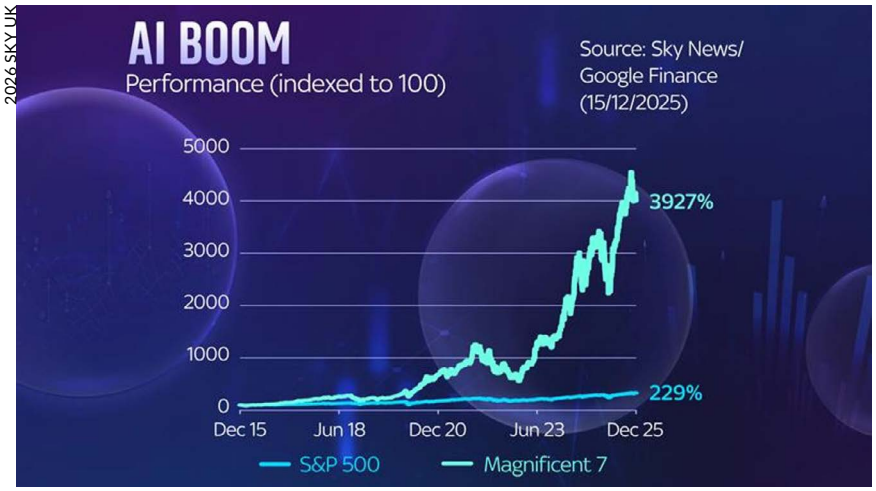
LE BOOM SPÉCULATIF DE L'IA

L'IA se développe frénétiquement. Elle aspire des capitaux immenses en quête de débouchés, qui créent une immense bulle spéculative.

Mais elle repose sur des millions de kilomètres de câbles optiques et sur des centres de données et de calcul construits à un rythme effréné. Les États-Unis en concentrent 5 500, presque autant que le reste du monde ; l'Allemagne et le Royaume-Uni en compteraient environ 500 chacun, la Chine 400, la France et les Pays-Bas 300.

Cette explosion reflète une vague d'enthousiasme, non pour l'avenir de l'humanité, mais pour les profits immédiats. Selon le classement *Forbes* d'octobre, les dix hommes les plus riches du monde sont américains et profitent tous de l'essor de l'IA. On y trouve les propriétaires et actionnaires des géants du numérique – Elon Musk, Zuckerberg de Facebook, Microsoft, Amazon, Google, Oracle – ainsi que les fournisseurs de composants, comme Nvidia et Dell. Les fonds spéculatifs, celui de Warren Buffett, BlackRock, et Vanguard, avec les grandes banques, fournissent les sommes délirantes de cette bulle. Même le milliardaire français Bernard Arnault a été bouté hors du podium.

Les profits sont sans rapport avec la valeur réelle de leurs infrastructures. Sur le premier semestre 2026, Nvidia déclare 118 milliards de dollars de bénéfice pour 178 milliards de



2026 SKY UK

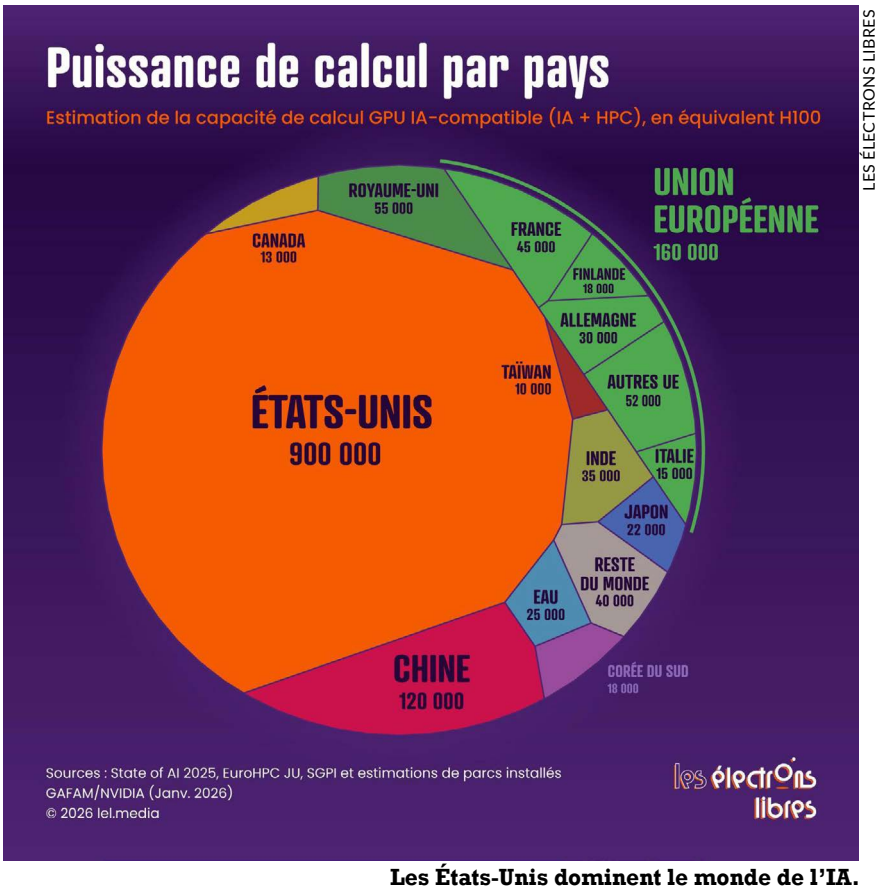
En dix ans, l'indice boursier américain S&P 500 a augmenté de plus de 200 %, et la capitalisation des « sept magnifiques » (Microsoft, Nvidia, Tesla, Meta, Apple, Google et Amazon) de près de 4 000 %.

chiffre d'affaires, soit une marge de 67 % ; Google affiche 76 %. En comparaison, le géant pétrolier ExxonMobil, le plus gros profiteur de la guerre en Iran, qui a un chiffre d'affaires plus élevé que Nvidia, a déclaré un profit record de 19 milliards de dollars, six fois moins que celle-ci. Les « Big Tech » prélèvent une rente à un niveau jamais vu, aspirant des richesses équivalentes à celles de continents entiers.

Le paradoxe est que les entreprises d'IA elles-mêmes, comme OpenAI, ou les secteurs IA des géants de l'informatique, déclarent des pertes chaque année. Nul ne sait encore combien cette technologie rapportera. Mais chacun parie que le vainqueur de la course pourra capter une part considérable de la plus-value mondiale. Les capitaux affluent, les cours boursiers s'envolent et chaque concurrent doit construire plus de capacités de calcul que les autres. Selon certaines estimations, la bulle impliquerait des montants quatre fois plus importants que celle des subprimes de 2008 et dix-sept fois celle d'Internet en 2001, et elle pourrait encore décupler en cinq ans. Peu importe si cela provoque un krach demain, tant que ça monte, le premier dans la course rafle la mise tout de suite !

Ce phénomène n'est pas nouveau. Au 19e siècle, dans différents pays, la construction ferroviaire avait déjà donné lieu à une ruée spéculative : les compagnies multiplièrent les lignes frénétiquement, en expulsant les habitants, puis beaucoup firent faillite. Aux États-Unis, il y aurait ainsi eu 20 lignes concurrentes entre Saint-Louis et Atlanta, via divers itinéraires, lors du boom qui déboucha sur la crise de 1873.

Les méthodes n'ont guère changé. Le *New York Times* a décrit l'achat, en 2025, de 600 hectares dans le comté de Doña Ana, au Sud des États-Unis, pour un mégacentre de données annoncé à 165 milliards de dollars, deux fois et demie le budget de l'Éducation nationale française. La collectivité locale était sommée d'approuver la vente en trois semaines, sans être réellement informée des détails et conséquences de l'opération. L'acheteur, BorderPlex, était une société-écran d'un commanditaire quasi inconnu. Son représentant, Lanham Napier, fait partie d'une dizaine de « spécialistes », des mercenaires des géants de la tech qui organisent ce type d'opérations aux États-Unis. Ils promettent des retombées aux collectivités en échange de permis de construire, d'autorisations de polluer et d'exonérations fiscales. Dans la petite localité voisine, plutôt pauvre et aride, les habitants s'étaient déjà mobilisés en 2023 contre l'entreprise de distribution d'eau, qui avait dissimulé une contamination à l'arsenic. Ils ont protesté contre le nouveau projet, très gourmand en eau, sans parvenir à l'empêcher. Les noms des commanditaires – Oracle, OpenAI et un consortium bancaire incluant Goldman Sachs – n'ont été révélés que deux mois après la vente. Depuis l'époque des « barons



LES ÉLECTRONS LIBRES

Les États-Unis dominent le monde de l'IA. La Chine arrive seconde par la puissance de calcul.

voleurs », Rockefeller et Carnegie, les noms ont changé mais pas les méthodes de bandits !

Selon leur taille et leur technologie, les centres de données peuvent consommer autant d'eau qu'une petite ville et l'électricité produite par un réacteur nucléaire. Aux États-Unis, une quinzaine de centrales à charbon, parmi les plus polluantes et en cours de fermeture, ont été remises en service pour alimenter les systèmes d'IA dernier cri. Cela ne suffit pourtant pas à répondre à la demande, qui fait exploser les prix : dans le nord-est du pays, le prix de gros de l'électricité a augmenté de 76 % en un an. Les distributeurs profitent ainsi de la curée, aux dépens des habitants. On comprend pourquoi ceux-ci se battent contre l'installation des centres de données !

En France, une centaine de centres seraient en construction. Des riverains se mobilisent contre une trentaine d'entre eux, dénonçant les conséquences néfastes de projets menés sans aucune évaluation de leur utilité. Et en effet, leur mobilisation est bien leur seule arme contre des décisions imposées par des groupes capitalistes qui agissent sans contrôle.

NINARA

Le bidonville de Kibera, le plus grand de Nairobi (Kenya). Des centaines de travailleurs du clic y habitent.

PARENTSAFRICA.COM

Des travailleurs du clic manifestent en 2023 à Nairobi devant les locaux de Samasource, une entreprise américaine du secteur, pour obtenir le paiement de leur travail.

UNE EXPLOITATION BIEN RÉELLE

Loin du rêve vendu par ses promoteurs, l'IA est bâtie sur les rapports d'exploitation caractéristiques de la société capitaliste.

Les puces électroniques reposent sur des « minerais de sang » extraits dans l'est du Congo ravagé par la guerre, des métaux issus des mines de Zambie, du Katanga (RDC) ou d'Afrique du Sud, dignes de Germinal, ensuite transformés dans d'immenses usines en Asie. Une grande partie des déchets électroniques est « recyclée » dans des pays pauvres, dont les travailleurs et les populations sont exposés aux produits les plus toxiques. Le secteur concentre toutes les tares du capitalisme.

L'IA a aussi créé la catégorie des « travailleurs du clic », rémunérés à la tâche pour entraîner les modèles. La Banque mondiale en dénombrerait entre 150 et 430 millions dans le monde, pour lesquels c'est souvent une activité d'appoint. En Inde, au Kenya, aux Philippines, des millions de personnes sont payées un ou deux euros de l'heure pour annoter des images sur leur téléphone. Cette activité concerne parfois des villages entiers. Pour simplement obtenir le paiement promis ou dénoncer des tâches ou contenus dégradants, ces travailleurs s'organisent en collectifs et luttent dans plusieurs pays.

Les logiciels les plus « modernes » sont entraînés dans des bidonvilles sans eau courante ni murs en dur. Ce travail pour lequel les multinationales leur payent une misère n'a même pas pour effet de créer quelque infrastructure qui améliorerait leurs conditions de vie.

Dans la société capitaliste, la technologie ne peut pas sortir la majorité de l'humanité de la misère, mais elle place sous la coupe directe du capital des travailleurs jusque-là plus éloignés de son emprise. Il suce ainsi la moindre goutte de plus-value sur la planète.

Le travail du clic existe aussi en Europe et aux États-Unis. En Finlande, l'État met officiellement les prisonniers au service des capitalistes de l'IA, pour 1,54 euro de l'heure. Des millions d'autres travailleurs sont payés de 3 à 10 euros de l'heure – souvent sous le salaire minimum – pour des tâches plus qualifiées de rédaction ou de programmation. Il s'agit souvent de femmes, auxquelles le travail à domicile évite les frais de garde d'enfant. Comme sur les plateformes de VTC, ces travailleurs sont officiellement indépendants, en fait surtout isolés et privés de protection légale. La France en compterait environ 300 000 ; ils sont beaucoup plus nombreux en Europe de l'Est, où cette activité constitue le principal débouché de nombreux jeunes diplômés.

L'économie virtuelle non seulement ne supprime pas le prolétariat, mais elle accentue l'unification des travailleurs du

monde entier, rendant illusoire l'émancipation d'une catégorie particulière.

LES MENACES SUR L'EMPLOI

L'IA suscite une inquiétude bien légitime pour l'emploi. Les secteurs les plus exposés, notamment l'informatique, sont déjà touchés, surtout pour les postes les moins qualifiés. Selon une enquête récente de la Banque de France sur l'emploi des jeunes, les offres d'emploi concernées auraient diminué de 28 % depuis 2022.

Toutefois, selon le même rapport, l'emploi a aussi reculé de près de 10 % dans tous les autres métiers. Cette baisse relève non de l'IA, mais des choix patronaux dans une économie en crise, l'IA fournissant une justification commode pour tous les licenciements dans les bureaux.

Il faut se méfier des annonces spectaculaires sur l'emploi, alimentées par les entreprises d'IA pour faire monter leurs actions. Des milliers de sociétés vendent déjà des services d'IA, mais presque aucune n'est rentable, même dans les tâches bureautiques où ces outils sont les plus efficaces. L'entraînement des modèles se heurte notamment à la propriété privée, qui cloisonne les données. L'intervention humaine reste souvent nécessaire. Les spécialistes eux-mêmes ignorent combien d'emplois seront réellement remplacés.

L'IA est en fait une extension nouvelle du machinisme, de la révolution industrielle : des tâches intellectuelles et administratives sont désormais automatisées, comme l'ont été auparavant celles des tisserands et, à leur tour, des ouvriers sur machines-outils ou des employés de bureau après la naissance de l'informatique. Des journalistes, traducteurs et graphistes voient à leur tour leur qualification dévaluée et leur travail prolétarisé.

Les défenseurs du capitalisme justifient les suppressions d'emplois et la spéculation par les gains de productivité attendus. Ils invoquent la révolution industrielle : après l'expropriation violente des artisans et des paysans, leurs descendants auraient fini par trouver du travail dans l'industrie et le commerce.

Le récit est mensonger. Déjà à cette époque de capitalisme en développement, les nouveaux emplois se sont surtout développés dans quelques pays d'Europe et aux États-Unis, et il y a fallu des décennies de luttes pour relever la condition ouvrière. Partout ailleurs, les mêmes innovations ont ruiné des centaines de millions de paysans sans leur offrir d'emplois de remplacement. Des tisserands indiens ruinés par l'industrie cotonnière jusqu'aux bidonvilles actuels de Bombay, Le Caire ou Lagos, la majorité de l'humanité végète de petits boulots informels, écartée de tout travail productif. Les besoins sont criants, mais ne sont pas un marché assez profitable pour les capitalistes.

Depuis longtemps, le progrès humain n'est plus limité par la technologie ou la productivité, mais par l'usage qu'en fait la classe capitaliste : exploitation accrue pour une minorité, chômage et misère pour la majorité. Chaque progrès technique approfondit ce gâchis révoltant.

Depuis quarante ans, la crise pousse les capitalistes à accroître la productivité, en partie par l'automatisation – machines à commande numérique, informatique, Internet – mais surtout par l'intensification du travail, les horaires de nuit et la sous-traitance. Cette évolution a engendré non le progrès, mais la hausse du chômage, la dégradation du niveau de vie, le recul de la vie sociale et familiale, et leurs conséquences : trafics, drogues, précarité et peur de l'avenir. La productivité progresse à l'échelle du poste de travail ; mais à celle de la société, c'est une régression.

Face à cette faillite, certains annoncent une « révolution de l'IA » qui remplacerait le travail humain et ferait ainsi disparaître l'exploitation grâce à la technologie. Cette idée est bien sûr commode pour les défenseurs du capitalisme, mais elle est aussi reprise par des courants se réclamant anticapitalistes, voire marxistes, qui militent notamment pour un revenu universel.

Mais quel que soit le perfectionnement des machines, seul le travail humain rapporte du profit. Le prolétariat ne disparaît pas, mais s'étend. Chez Amazon, des robots autonomes prélèvent les produits dans les rayonnages… tandis qu'à côté, des intérimaires déchargent des camions sans chariot élévateur, en se cassant le dos, car la chair humaine revient moins cher que la machine.

UN FACTEUR D'AGGRAVATION DE LA CRISE DU CAPITALISME

Le boom de l'IA est à la fois un produit de la crise du capitalisme et un facteur de son aggravation.

Les « travailleurs du clic » des bidonvilles de Nairobi sont une illustration de cette décadence du capitalisme, qui les exploite par le biais d'Internet mais est incapable en 2026 de produire des murs de béton ou des réseaux d'eau. L'afflux de capitaux dans la bulle de l'IA assèche encore plus ces investissements-là.

La concentration du capital est extrême dans ce secteur, et exacerbe les rivalités entre puissances. La néerlandaise ASML est la seule entreprise à produire les machines de lithographie indispensables aux puces avancées ; celles-ci sont elles-mêmes fabriquées quasi exclusivement par la taïwanaise TSMC, mais le monde capitaliste demeure divisé en États rivaux. Les magnats Musk et Cie symbolisent la fusion entre les intérêts personnels capitalistes et ceux des États. À lui seul, son système Starlink fournit une supériorité militaire à ses « clients ». Les États-Unis concentrent le capital, les calculateurs et les systèmes informatiques ; les autres puissances doivent se soumettre ou, comme la Chine, se préparer à une guerre. La propagande pour la « souveraineté française des données » reflète autant la concurrence entre capitalistes que les tensions guerrières.

Le risque d'un krach financier lié à l'IA est peut-être plus immédiat encore. Des économistes s'alarment des « placements circulaires » : Nvidia, Microsoft, OpenAI et d'autres se

financent mutuellement, gonflant artificiellement la demande et encourageant la construction d'installations inutiles. À la différence des bulles du 19e siècle, en cas de krach, aucun autre secteur en croissance ne pourrait l'amortir, sinon l'industrie de l'armement. Les États eux-mêmes seraient peut-être incapables d'éponger les pertes, s'étant déjà endettés pour cela auprès des mêmes fonds financiers lors de la crise de 2008. En résumé, le milliardaire Ray Dalio déclarait fin 2025 : *« Les États-Unis et l'Europe sont en danger mortel. »*

BRENDAN MCDERMID/REUTERS

Dario Amodei, PDG d'Anthropic, s'adresse en visio au Conseil de sécurité de l'ONU, le 23 septembre.

LA PEUR DE L'IA, REFLET D'UN ORDRE SOCIAL DÉCRÉPIT

L'IA suscite l'inquiétude quant à ses effets sur les êtres humains, dès aujourd'hui : dépendance aux écrans, isolement, recul du niveau éducatif. Tous ces problèmes sont réels, mais ne sont pas créés par la technologie. Celle-ci ne remplit que des besoins créés par la société. L'école ne vise pas à développer les capacités de raisonnement, mais à satisfaire les besoins des industriels. Le pessimisme, la désocialisation et la recherche d'échappatoires à la réalité reflètent surtout la misère morale qui marque la société capitaliste, où l'avenir est bouché.

Mais le pessimisme s'exprime surtout pour le futur. En septembre, les déclarations de chercheurs évoquant une IA susceptible de prendre le pouvoir, voire d'« exterminer l'humanité », ont fait la une. Plusieurs dirigeants du secteur – Dario Amodei, Elon Musk et Sam Altman – les ont relayées, notamment à propos d'une cyberattaque qu'une IA aurait menée après avoir « échappé » à Anthropic, en réalité un exercice visant à tester une telle perte de contrôle.

La touchante préoccupation de ces milliardaires pour l'avenir de l'humanité vise un objectif plus terre à terre : l'instauration d'un moratoire sur le développement de l'IA, qui leur garantirait ainsi le monopole des bénéfices, évitant l'arrivée de concurrents.

Un tel moratoire serait bien sûr piloté par eux-mêmes. Cela rappelle les traités de non-prolifération nucléaire de la guerre froide, par lequel, au nom de la paix, les grandes puissances entendaient conserver leur hégémonie atomique, à commencer par les États-Unis, les seuls à avoir utilisé l'arme nucléaire. Avec de tels dirigeants, le danger ne vient pas de l'IA.

Désigner la technologie – l'IA ou une autre – comme source de danger pour l'humanité est une des formes que prend le renoncement à combattre le pouvoir de la classe capitaliste. Celui-ci s'est bâti avant l'invention des chemins de fer, et se poursuit à l'heure des robots autonomes. L'humanité n'a aucun moyen de contourner ce combat.

Une autre crainte, pas totalement infondée, est celle de la surveillance généralisée, avec la multiplication des caméras couplées aux algorithmes de reconnaissance faciale. Encore faut-il comprendre qui surveille qui et pourquoi. Si certains y voient un obstacle majeur à une révolution, c'est un sentiment qui reflète une incompréhension de la lutte de classe. Les travailleurs peuvent bien être davantage surveillés par caméras, ils pointent de toute façon déjà tous les jours au travail pour produire ensemble, et c'est ce rôle indispensable qui en fait la classe capable de transformer la société, une classe révolutionnaire. Le sentiment de crainte impuissante résulte, en définitive, du recul du mouvement ouvrier.

Les fantasmes autour de l'IA reflètent l'impasse de la société capitaliste. La majorité de l'humanité ne décide de rien, et subit chômage, crises et guerres sans connaître leurs causes ni pouvoir les arrêter. Quoi d'étonnant qu'au dieu antique de la foudre se substitue le dieu moderne de l'ordinateur tout-puissant ? Dans le *Manifeste communiste*, Marx pointait la contradiction entre le caractère social de la production et son appropriation privée, source de l'anarchie capitaliste. L'humanité a créé des outils capables de satisfaire ses besoins et de s'émanciper, mais sans parvenir à les maîtriser.

Seule la classe ouvrière peut exproprier les capitalistes, libérer l'humanité du carcan de la propriété privée, et mettre en commun les moyens de production aujourd'hui détenus par une poignée de milliardaires. Elle collectivisera notamment l'information et pourra donc employer les algorithmes sans crainte, de façon consciente, démocratique et planifiée. Les choix sur l'utilisation de l'IA et la construction des centres de données seront réalisés en évaluant leur utilité sociale réelle, ainsi que leur impact sur les humains et l'environnement. Ils seront un outil formidable pour réduire le travail nécessaire et mieux le répartir entre tous. Contrairement à ce qui se passe dans la société actuelle, de nombreuses activités productives seront certainement réalisées volontairement, par plaisir et donc en prenant le temps, tout comme on joue aux échecs, en se moquant bien d'être moins bon que la machine.

L'INTELLIGENCE N'EST PAS ARTIFICIELLE

Le pessimisme ambiant conduit à sous-estimer les capacités humaines. Malgré son nom et les prétentions à imiter le cerveau, l'IA en diffère profondément.

Même pour une tâche dont l'IA est spécialiste, la reconnaissance d'image, le fonctionnement du cerveau est incomparable. Il suffit à un bébé de voir deux images de girafe pour la reconnaître ensuite ; pour ChatGPT, c'est deux millions. Ce chiffre résume une différence de nature.

Contrairement aux IA actuelles, le cerveau ne repose pas d'abord sur le langage : de nombreux animaux apprennent sans langage complexe. La matière qui le compose est radicalement différente de celle des calculateurs. Le cerveau apprend en lien permanent avec la réalité, via des récepteurs sensoriels mais également en agissant sur son environnement, et en enregistrant la réponse à ses actions. Cette interaction se traduit dans la structure du cerveau, entièrement et continuellement modelé par l'expérience, où la mémoire et le raisonnement sont imbriqués dans les mêmes réseaux neuronaux. Le langage est bien essentiel à l'homme, mais pour les interactions sociales qui sont un élément essentiel de ce processus, et non pour stocker des informations dans le cerveau.

Les modèles de langage se sont imposés non parce qu'ils sont « intelligents », mais parce qu'ils étaient les plus faciles à produire avec les données disponibles… et ouvraient ainsi un marché immense. Pour de nombreuses tâches, ils sont en fait peu efficaces, nécessitant un travail colossal d'entraînement et l'utilisation d'immenses supercalculateurs. En 2016, l'humain a perdu au jeu de go contre l'IA, mais son cerveau consommait 20 watts, contre 20 000 pour la machine. Un adolescent apprend à conduire en une vingtaine d'heures, mais les voitures autonomes ne peuvent pas encore entièrement remplacer l'homme malgré un entraînement de millions d'heures alimentées par des centaines de capteurs spécialisés.

Cette faiblesse cognitive devient un avantage pour le profit, puisqu'elles nécessitent la construction d'infrastructures gigantesques. Celles-ci se multiplient sans aucune évaluation de leur impact ni de méthodes alternatives… quitte à devoir peut-être tout reconstruire dans quelques années. Ce manque de vision est caractéristique du capitalisme.

Dans les systèmes d'IA actuels, contrairement au cerveau, la mémoire et le calcul sont séparés. Ils excellent donc à repérer et à répéter des régularités dans d'immenses ensembles de données. Mais l'intelligence ne consiste pas à répéter ce qui existe déjà. Les idées qui ont transformé l'histoire étaient justement l'inverse, des ruptures. Et l'histoire elle-même est faite de transformations brutales, rares, inattendues, depuis l'astéroïde qui a provoqué la fin des dinosaures jusqu'aux révolutions sociales. L'être humain se distingue par la capacité de faire face à des changements. Il ne se contente pas d'enregistrer et de répéter, mais cherche à comprendre, c'est-à-dire à trouver des explications qui permettent d'agir sur la réalité.

Contrairement à l'homme, l'IA est un outil. Elle ne peut s'échapper, car elle fait ce pour quoi elle a été créée, c'est-à-dire pour analyser des données. Mais la réalité et les données sont deux choses différentes. Si on débranche la prise, l'IA s'arrête. Contrairement à l'être humain, elle n'apprend pas par l'action. La différence entre répéter et comprendre, entre la reproduction et l'intelligence, est dans l'interaction continue entre les représentations du cerveau et l'immense complexité de la réalité matérielle.

Les humains – et, à un bien moindre degré, les autres animaux – sont intelligents parce que leur cerveau n'est pas programmé pour un objectif, mais a été façonné par des millions d'années d'évolution au contact de la nature. Avec d'autres organes, il a rendu possible une spécificité humaine : l'action collective, qui associe langage, transformation de la nature et abstraction. L'homme agit librement dans les conditions imposées par son environnement, où il a appris à réfléchir, pour faire face aux difficultés mais aussi par plaisir, par curiosité, par stimulation de groupe. C'est ce qui lui a permis de conquérir le monde, et c'est ce qui lui permettra de maîtriser sa propre activité collective.

20 octobre 2026

Catastrophes climatiques : le produit d'une organisation économique aberrante

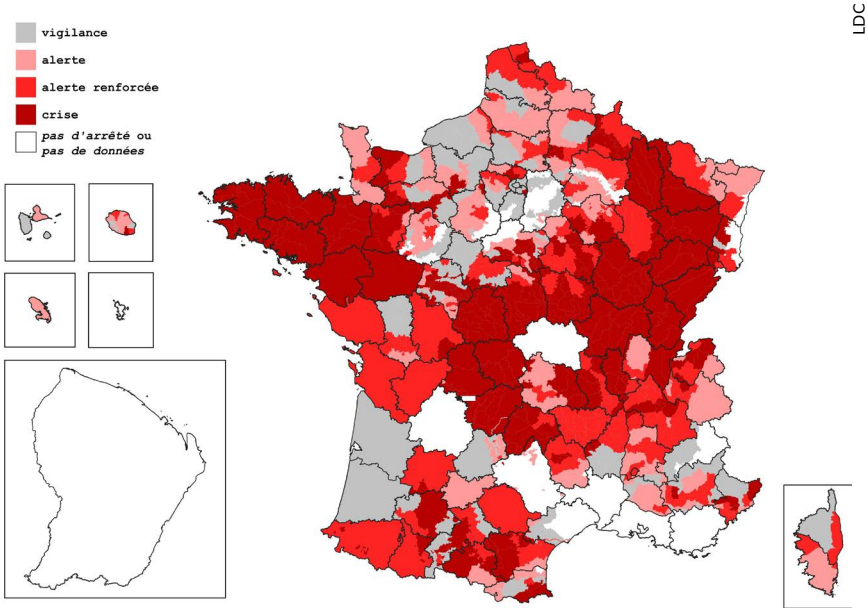
Les effets du réchauffement climatique ont été ressentis durement au cours de l'été 2026 sur une bonne partie de l'Europe. La chaleur extrême sur les lieux de travail, dans les logements, y compris dans des chambres d'hôpitaux où étaient transportés ceux qui avaient trop souffert à domicile, a provoqué 35 000 décès dans toute l'Union européenne. C'est peut-être parce que l'Allemagne déplore 16 000 morts et la France 8 000, que la ministre française de la Transition écologique, Monique Barbut, s'est crue autorisée à se décerner ce satisfecit indécent : *« Personne n'était mieux préparé que nous parmi nos voisins européens. »*

Le débit des fleuves les plus importants a baissé au point de ralentir considérablement le transport fluvial sur des artères aussi importantes pour l'économie européenne que le Danube et le Rhin. La continuité de l'approvisionnement en eau de la population de villes et d'agglomérations entières devient un casse-tête.

En France, *« nous avons vécu l'été le plus chaud jamais enregistré depuis le début des mesures en 1900 »*, a reconnu Monique Barbut. La barre des 40°C a été dépassée dans de très nombreuses régions pendant de nombreuses journées. Du 1er juin au 31 août, la France hexagonale a suffoqué lors de vagues de chaleur, sur au moins une partie de son territoire, durant 53 jours sur 92, soit près de 60 % du temps.

On ne saurait encore mesurer toutes les conséquences de ce dérèglement climatique majeur. La sécheresse fait subir des pertes de rendement considérables localement à diverses activités agricoles.

Les feux de forêt ont été de plus en plus spectaculaires. Fin août, la dévastation par les flammes d'un massif forestier situé aussi au nord que celui des Hautes-Fagnes, en Belgique à la frontière de l'Allemagne, a émis des fumées qui ont voilé le ciel et piqué la gorge des habitants jusqu'au département français de la Moselle.



Restrictions d'eau potable : au 21 octobre, 65 départements sont officiellement considérés « en crise ». Source : vigieau.gouv.fr

En France, des feux ont ravagé des pans entiers des départements des Landes, de Gironde et du Var, pour ne mentionner que les plus importants. La région parisienne n'a pas été épargnée et a subi l'incendie de la forêt de Fontainebleau. Selon Monique Barbut : *« Fin août 2026, les feux de forêt avaient déjà brûlé six fois plus de surface par rapport à la moyenne des vingt dernières années »*, en France.

Contrairement à la petite musique jouée cet été par le gouvernement français, désireux de défausser le système capitaliste de ses responsabilités, ces catastrophes ne sont pas le fruit d'imprudences humaines ou de malveillances qui se seraient soudainement multipliées par six. Mais elles sont bien celui du réchauffement climatique et de la sécheresse : une cause mineure peut faire démarrer

HERVÉ BACHELARD/ISL

Des agriculteurs luttent contre les incendies qui détruisent la végétation desséchée. Ici, dans le Charolais, en Saône-et-Loire, le 13 juillet.

un feu d'ampleur incontrôlable.

MENSONGES SUR UNE ÉVOLUTION DRAMATIQUE

Le dérèglement du climat touche la planète entière. La fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes s'accroît, leur ampleur aussi. Le récent désastre causé par la débâcle d'un glacier dans une vallée du Népal l'illustre.

Actuellement, El Niño, ce réchauffement cyclique des eaux de l'océan Pacifique modifiant le climat sur l'ensemble du continent américain et au-delà, a des effets exceptionnels. Mais ce qui relevait de l'exception auparavant devient récurrent.

En 2022, quelques mois après un été de canicule intense, Macron, plaidant l'ignorance, avait déclaré : *« Qui aurait pu prédire la crise climatique aux effets spectaculaires encore cet été dans notre pays ? »* La réponse est connue de chacun.

Il suffit de se référer au GIEC, ce Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat, créé en 1988 sous l'égide du G7, qui est pourtant loin de dresser un acte d'accusation contre les maîtres de la société capitaliste. Au travers de leurs rapports, ces scientifiques alertent depuis des décennies sur la réalité du réchauffement climatique et sur ses causes : les activités économiques incontrôlées de l'humanité.

Se faisant le relais des plus grandes entreprises capitalistes qui refusent la mise en cause de la façon dont elles produisent et transportent les richesses, des dirigeants politiques et des intellectuels ont nié cette réalité, et certains continuent à le faire. Ils ne font que continuer la politique inaugurée par les trusts pétroliers comme Exxon et Shell, dont les propres experts alertaient dès les années 1960 sur les émissions de gaz à effet de serre provoquées par l'extraction et la combustion des énergies fossiles. L'intérêt de ces géants capitalistes du pétrole et du profit était évidemment d'enterrer ces rapports. Ils ont financé une campagne mondiale de désinformation au long cours, et de dénigrement des scientifiques, pour minimiser le réchauffement climatique et ses dangers. Pour faire également planer le doute sur les conséquences possibles, le présentant comme une exagération, ou comme n'ayant pas de rapport avec leurs activités.

LES FAUX-SEMBLANTS DE LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Devant une réalité de plus en plus difficile à ignorer, les États ont commencé à se préoccuper de ce problème en lançant, en 1992, la première Conférence des parties sur les changements climatiques (COP). Prochainement la COP 31 se réunira en Turquie, mais on peut prévoir que, pas plus que les trente précédentes, elle ne contraindra les capitalistes à faire passer leurs profits après l'avenir de la planète.

Le point d'orgue des COP, et la fierté du gouvernement socialiste français de l'époque, a été l'accord de Paris de 2015. Les plus optimistes parlaient alors de prise de conscience mondiale des gouvernements.

Les États pourraient effectivement, dans certaines circonstances, restreindre la liberté des entreprises capitalistes, et notamment leur appétit pour le profit immédiat quelles qu'en soient les conséquences, au bénéfice des intérêts à long terme de la bourgeoisie. Mais l'accord de Paris n'est même pas allé dans ce sens. Les États-Unis, foyer des trusts pétroliers les plus puissants, ne l'ont signé qu'à contrecœur, sans avoir l'intention d'en appliquer les recommandations, et s'en sont retirés l'année suivante. La principale puissance a ainsi donné le signal d'un mépris total pour la prévention du réchauffement climatique.

Une dizaine d'années plus tard, le GIEC a signalé que la limite de + 1,5 °C de réchauffement global, que l'accord de Paris sur le climat de 2015 avait fixé à l'horizon 2100, sera probablement dépassée avant 2040. La succession des COP ne ralentit même pas le changement climatique.

Dans le cas de la France, il est vrai que les rejets de gaz carbonique dans l'atmosphère sont en baisse depuis quelques années. Cela n'a que peu à voir avec une réorientation générale de l'économie française, mais bien plus avec les restrictions généralisées de la consommation des ménages modestes sous l'effet de prix en hausse et de la baisse de leur pouvoir d'achat. En hiver, les classes populaires se chauffent moins et souffrent du froid. Ces derniers mois ont vu l'utilisation de la voiture reculer, les conducteurs étant pris à la gorge en passant à la pompe. C'est par la baisse du niveau de vie des travailleurs, qui leur impose des restrictions dans tous les domaines, que la bourgeoisie aborde les problèmes de l'environnement.

Des pompiers manifestent contre le manque de moyens, en particulier de Canadair, le 28 septembre 2026 à Paris.

En revanche, qui se soucie de l'épuisement des ressources et de la pollution qui découlent par exemple de la production croissante d'armements à l'échelle planétaire ? Certainement pas ceux qui parlent avec des tremolos dans la voix d'écologie, tout en s'accommodant du capitalisme et en se faisant les chantres du patriotisme et de la défense nationale.

N'ayant pas la volonté de s'en prendre aux causes de cette évolution dramatique, le monde capitaliste s'avère également incapable de faire face à ses conséquences. Absorbés par les aides aux grandes entreprises et par l'accumulation d'armement, les budgets des États, même les plus développés, négligent la plus élémentaire préparation.

Ainsi, l'État français a acheté plus de 200 Rafale bourrés de technologie à Dassault pour intervenir dans les guerres actuelles et futures. Mais pour combattre les feux de forêt, il ne possède que douze Canadair vieillissants dont, en général, la moitié seulement sont disponibles au même moment, les autres étant en maintenance.

En 2024, alors que Macron mettait un coup d'accélérateur à son « économie de guerre », son Premier ministre Attal annulait 52,8 millions d'euros de crédits de l'État initialement prévus pour la lutte anti-incendie, résiliant la commande de deux des quatre Canadair annoncés deux ans plus tôt. Les bombardiers d'eau auraient bien plus protégé la population durant cet été 2026 – 220 000 personnes ont été évacuées en Gironde – que les Rafale. En l'absence de moyens adéquats accordés aux pompiers, c'est une partie de la population qui a dû se porter volontaire pour les aider et pallier ces carences.

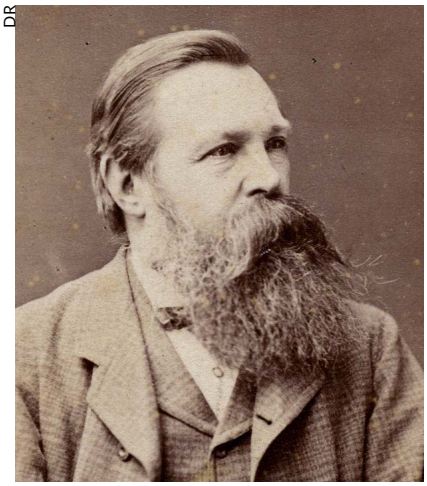
La lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences n'est même plus l'ornement dont se paraient les principaux États impérialistes il n'y a pas si longtemps en faisant mine de se pencher sur les problèmes des populations d'Afrique ou d'Asie. Tout comme pour l'aide au développement et la lutte contre les maladies infectieuses, les budgets consacrés à la crise écologique ont fondu et ne représentent plus grand-chose.

UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE DÉPASSÉ

Pas plus que dans le domaine de la finance, où ses capitaux font prendre à la planète le risque d'une crise mondiale, la bourgeoisie ne tolère de freins à sa soif de profits, même confrontée au danger climatique toujours plus pressant.

Les capitalistes exploitent les humains et les richesses naturelles autant que possible, ne laissant que des ruines derrière eux. Ils n'organisent la production qu'en fonction du taux de profit qu'ils en attendent. Les États ne font que les y aider. Quand bien même ils tenteraient d'organiser l'économie de façon à préserver l'avenir de l'humanité de la catastrophe climatique en cours et future, qu'ils se heurteraient à l'instabilité et à l'imprévisibilité d'un système qui empêche toute planification de l'économie et toute adaptation sérieuse aux nouvelles conditions. La société souffre d'une organisation économique aberrante qui ne lui offre qu'un sombre avenir et qu'il est grand temps de remplacer.

20 Octobre 2026


DR

Friedrich Engels, *Textes politiques 1883-1895*

Après la mort de Karl Marx, en 1883, Engels devint le porteur de l'héritage du socialisme scientifique et, au cours des douze années suivantes, il eut un rôle majeur à jouer. Même si lui-même se présentait comme le *« second violon d'un premier violon si splendide »*, il n'a jamais été un partenaire mineur de Marx. Ce dernier n'avait jamais défini une telle hiérarchie et, depuis 1844, les deux hommes n'avaient jamais cessé de collaborer et d'échanger.

Il est vrai qu'au cours des années 1849 à 1869, alors que Marx vivait à Londres et Engels à Manchester, un certain partage des rôles existait. Au premier revenait le travail théorique et, dans les années 1864-1872, le rôle dirigeant au sein du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs. À Engels incombait la défense des positions du tandem dans la presse et les polémiques diverses. Mais à partir de 1869, quand Engels cessa son travail dans l'entreprise familiale à Manchester et déménagea à Londres, il fut également l'auteur d'une œuvre théorique importante. En 1883, Engels devint l'exécuteur testamentaire de Marx. Il assuma notamment l'édition des livres II et III du *Capital*, respectivement en 1885 et 1894, à partir de brouillons inachevés.

Le nouveau volume de la GEME (Grande édition Marx et Engels) rassemble 95 textes publiés dans cette période, à l'exclusion de la correspondance et de textes importants – *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884), de *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* (1886) ou de la préparation de la *Dialectique de la nature*, qui demeura inachevée. Au cours de ces douze années, celui qu'on a surnommé le « bouledogue de Marx » répond aux diverses attaques dont celui-ci est l'objet, comme en 1891 quand Engels démonte les accusations de plagiat portées par l'économiste Brentano. Toute une partie des écrits de Marx que nous connaissons aujourd'hui sont alors en cours d'édition, traduits pour de nouvelles éditions étrangères, ou encore réédités pour être rendus plus accessibles. Engels rédige des préfaces, en 1888 pour *Le discours sur la question du libre-échange* (1848), en 1895 pour une introduction aux *Luttes de classes en France 1848-1850*. À chaque fois, il ne se contente pas de paraphraser Marx : il situe le document dans son époque et il utilise le recul pour apprécier la valeur des analyses passées et les changements survenus depuis. En quelque sorte, chacune de ces préfaces – dont la longueur dépasse parfois celle du texte d'origine – est une occasion de réfléchir simultanément aux contextes dans lesquels Marx intervenait, et à ceux dans lesquels Engels y réfléchit de nouveau. C'est lors d'une réédition largement diffusée de *La Guerre civile en France* (1871), en 1891, qu'Engels caractérise la Commune de Paris de « dictature du prolétariat », dans une introduction qui devient une référence, comme en témoigne l'usage qu'en fera Lénine dans *L'État et la révolution*.

Par ailleurs, Engels suit de près l'évolution du Parti social-démocrate allemand (SPD), alors qu'il est resté proche de plusieurs de ses dirigeants, ainsi que des mouvements socialistes britannique et français. En 1891, il livre une critique du programme adopté par le SPD dans la ville allemande d'Erfurt, s'opposant à toute complaisance envers le réformisme. Il écrit régulièrement dans les journaux sociaux-démocrates, et s'exaspère parfois des modifications apportées à ses articles, rendus moins tranchants par les responsables de ces journaux. *« Vous ne gagnerez rien à prêcher le renoncement absolu à taper dans le tas »*, écrit-il ainsi le 8 mars 1895 à Richard Fischer, qui a voulu édulcorer un de ses textes, alors que des tendances réformistes commencent à se manifester dans le SPD.

Dans les années 1880 et 1890, le socialisme scientifique, bientôt appelé le marxisme, gagne du terrain dans plusieurs pays d'Europe, alors que d'autres courants, le proudhonisme ou le blanquisme en France, le courant de Lassalle en Allemagne reculent. Engels est invité à s'adresser à de nombreux congrès, qu'il s'agisse de ceux du Parti social-démocrate

Friedrich Engels au centre, lors du congrès de l'Internationale socialiste à Zurich, en 1893. À sa droite, Clara Zetkin, en bout de table, August Bebel portant un chapeau.

allemand ou ceux de l'Internationale ouvrière, la Deuxième Internationale, fondée en 1889. Le volume reproduit ces discours, ainsi que les nombreux articles publiés par Engels sur l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Russie, la France, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, et les États-Unis, où il voyage en 1888. Partout, il s'intéresse aux grèves et aux manifestations d'un mouvement ouvrier en plein essor, à la politique étrangère des États et aux transformations du capitalisme.

Cet épais volume, dans lequel les textes de longueur variable sont placés dans l'ordre chronologique de leur rédaction, n'est pas voué à être lu d'une traite. Pourvu de notes qui aident à comprendre les nombreuses références, il a le mérite de rendre accessibles de nombreux textes, pour certains inédits en français, rédigés par le cofondateur du marxisme pendant ces douze années charnière.

16 octobre 2026

Friedrich Engels, *Textes politiques 1883-1895*, Les éditions sociales, 2026, 960 p., 35 euros.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière

Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.

Prix : 1,50 €

Les exposés du Cercle Léon Trotsky

Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochure, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière, à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

1936 en France – Crise, sursaut ouvrier et marche à la guerre
n° 185, 20 juin 2026 – 3 €

Corée 1980 1987 – Deux brochures sur le mouvement ouvrier de Corée du Sud
n° 184 – 3€

La Voie de Lénine – Un journal ouvrier révolutionnaire, trotskyste et internationaliste en Belgique pendant la Deuxième Guerre mondiale
n° 183 – 3€

Les États-Unis sous Trump : l'autoritarisme au service du grand capital
n° 182, 8 novembre 2025 – 3 €

Maghreb : les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants
n° 181, 10 mai 2025 – 3 €

De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples
n° 180, 15 mars 2025 – 3 €

Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?
n° 179, 1er février 2025 – 3 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière
n° 176, brochure de L'Internazionale (UCI – Italie) – août 2023 – 3 €

Les ravages du capitalisme dans le monde du travail
Accidents, décès, maladies professionnelles
édité par Lutte ouvrière – 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

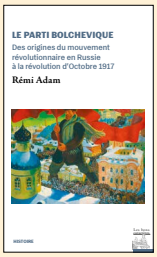
Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €

les bons caractères lbc

Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.
Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Dernières parutions

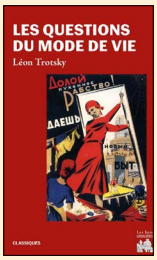
Le Parti bolchevique
Des origines du mouvement révolutionnaire en Russie à la révolution d'Octobre 1917
Rémi Adam
Collection Histoire
448 pages – 21 €



J'ai apporté le *Manifeste communiste* à l'imprimeur
Avant 1848 et après – Souvenirs d'un vieux communiste
Friedrich Lessner
Collection Témoignages
152 pages – 11 €

J'ai allumé le feu
Une grève, un collectif : Chausson 1975
Pierre Chaze
Collection Témoignages
160 pages – 11 €

Les Questions du mode de vie
Léon Trotsky
Collection Classiques – 13 €



PUBLICITÉ

Lisez la presse révolutionnaire internationale !

AFRIQUE

Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
Lutte ouvrière – PAT
BP 2029 – 9501 Pantin cedex
http://www.uatci.org

ALLEMAGNE

Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an : Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance :
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 4008 ESSEN – ALLEMAGNE
http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE

Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance :
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
http://www.lutte-ouvriere.be et
http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE

Correspondance :
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 1210 – SEVILLA – ESPAGNE
http://www.vozobrera.org

ÉTATS-UNIS

Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois : 13 $ – un an : 26 $
Autres pays, 6 mois : 19 $ – un an : 37 $
PO box 1064, BALTIMORE, MARYLAND 2203 – USA
http://www.the-spark.net

Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros) : 16 $
Autres pays, un an (4 numéros) : 25 $
PO box 1064, BALTIMORE, MARYLAND 2203 – USA

FRANCE

Hebdomadaire trotskyste
Prix : 1,50 €
Abonnements : France – DOM TOM, six mois : 25 € ; un an : 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE – CCP PARIS 26274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

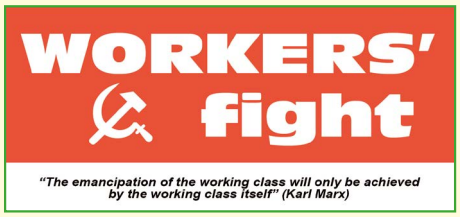
HAÏTI

Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail : vdtravailleurs@yahoo.fr

GUADELOUPE - MARTINIQUE

Bimensuel trotskyste
Abonnement un an : pli fermé : 30,50 € – Pli ouvert : 23 €
Guadeloupe :
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille – 9128 GOYAVE
Martinique :
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 9258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
http://www.combat-ouvrier.net

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
http://www.w-fight.org
contact e-mail : *contact@w-fight.org*

Trimestriel publié par Workers'Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX – GRANDE-BRETAGNE
Abonnement un an :
GB £8 – Reste de l'Europe : £10

TURQUIE

Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance :
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX
http://www.sinifmucadelesi.net